

[Traduction provisoire]

LIVRE BLEU DIPLOMATIQUE

2023

Version résumée

Ministère des Affaires Étrangères du Japon



Chapitre 1

**Aperçu de la situation internationale et
des perspectives diplomatiques du Japon**



Chapitre 1

Aperçu de la situation internationale et des perspectives diplomatiques du Japon

Afin de défendre ses intérêts dans les domaines politiques, diplomatiques, de la sécurité et de l'économie, pour maintenir et développer un ordre international fondé sur les valeurs fondamentales et les principes que sont la liberté, la démocratie, les droits de l'Homme et l'État de droit, ainsi que pour prévenir les crises et créer de manière proactive un environnement international paisible et

stable, il est nécessaire que le Japon développe stratégiquement sa politique étrangère tout en appréhendant avec lucidité les changements et les tendances dans les affaires internationales et en s'y adaptant.

Ce qui suit est un aperçu de la situation internationale autour du Japon et de ses perspectives diplomatiques.

1 Aperçu de la situation internationale

La communauté internationale se trouve à un tournant de son Histoire.

Durant un certain temps depuis la fin de la Guerre froide, un ordre international libre, ouvert et stable s'est développé à travers le monde. Les démocraties avancées, y compris les États-Unis, disposant d'une puissance étatique démesurée, et le Japon, ont pris l'initiative de maintenir et développer un ordre international fondé sur les valeurs fondamentales et les principes tels que la liberté, la démocratie, le respect des droits fondamentaux de l'Homme et l'État de droit. Une tendance à la coopération internationale en vue d'améliorer l'équité, la transparence et la prévisibilité des relations internationales s'est renforcée. En outre, sur la base d'un tel ordre international, la mondialisation économique et l'interdépendance ont progressé, apportant un certain degré de stabilité et de croissance économique à la communauté internationale, y compris aux pays en développement.

Cependant, bien que la mondialisation ait réduit les disparités parmi les nations du

monde dans son ensemble, certains pays, comme les pays les moins avancés (PMA), n'ont pas été en mesure de profiter pleinement de ses avantages. En revanche, dans les pays développés, les disparités internes se sont plutôt creusées, ce qui a entraîné des tensions et des divisions politiques et sociales. En outre, l'essor de la Chine ainsi que d'autres économies émergentes et en développement, qui se sont développées dans le cadre de l'ordre international sus-cité, a entraîné une modification de l'équilibre des pouvoirs au sein de la communauté internationale ces dernières années, intensifiant la concurrence géopolitique entre les nations. Certains États renforcent leur puissance militaire de manière rapide et non transparente, s'affirment davantage et remettent en question l'ordre international existant, sur la base de leurs propres valeurs et points de vue historiques. De plus, ces dernières années, le champ de la sécurité s'est élargi à des enjeux tels qu'assurer la résilience des chaînes d'approvisionnement

en semi-conducteurs et en terres rares, la promotion et la protection des technologies critiques et émergentes, la cybersécurité et la lutte contre la désinformation.

Alors que l'ordre international libre et ouvert fondé sur l'État de droit est ébranlé, il existe une tendance croissante parmi les nations à renforcer leur puissance nationale globale et entrer en compétition pour obtenir une influence internationale afin de concrétiser leurs propres intérêts nationaux. Face à cette situation, il est difficile de dire que l'Organisation des Nations unies (ONU) et d'autres organisations internationales ont fonctionné de manière adéquate. Les intérêts de chaque pays sont devenus de plus en plus complexes, ce qui rend extrêmement difficile la recherche d'une position unie, et l'esprit de coopération internationale diminue. En conséquence, les forces polarisantes gagnent en puissance au sein de la communauté internationale, et l'on craint que le niveau de tension et de confrontation n'augmente à l'avenir.

Dans le même temps, les problèmes mondiaux tels que le changement climatique, l'environnement, les maladies infectieuses, le désarmement et la non-prolifération nucléaires et le terrorisme ne peuvent être résolus par une seule grande puissance, et la coopération de la communauté internationale est plus que jamais nécessaire. L'économie mondiale est de plus en plus mondialisée et interdépendante, et un découplage complet n'est plus possible. Les relations internationales sont donc devenues une situation complexe où la confrontation, la concurrence et la coopération sont étroitement liées.

Dans ce contexte, la partie suivante explique

les principales problématiques internationales qui sont devenues visibles et apparentes en 2022.

(1) L'agression par la Russie : un défi flagrant envers l'ordre international

En février 2022, la Russie a initié son agression contre l'Ukraine. Les principes de la communauté internationale, tels que le respect de la souveraineté, l'intégrité territoriale et l'interdiction générale du recours à la force, ont été bafoués de manière flagrante par un membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies. L'agression russe est un acte scandaleux qui ébranle les fondements mêmes de l'ordre international existant et symbolise la fin de l'ère de l'après-guerre froide. La communauté internationale ne doit pas permettre un tel acte scandaleux. Il est extrêmement important que la communauté internationale s'unisse en réponse à cette agression de la Russie afin de dissuader toute nouvelle tentative de modifier unilatéralement le statu quo par la force.

En outre, les menaces répétées de la Russie d'utiliser des armes nucléaires contre l'Ukraine sont inadmissibles. La menace d'utiliser des armes nucléaires comme le fait la Russie, sans parler de l'utilisation effective d'armes nucléaires, sous quelque forme que ce soit, ne doit pas être tolérée. L'humanité doit réfléchir au poids de ses 77 ans d'histoire de non-utilisation des armes nucléaires. À cet égard, il est profondément regrettable que la 10^e conférence d'examen des parties au traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP), qui s'est tenue en août, ne soit pas parvenue à un consensus sur le document final en raison de l'opposition d'un pays, la Russie.

Il a également été constaté que la Russie exploite les technologies émergentes, notamment les cyberattaques et la diffusion de la désinformation, pour faire avancer ses opérations militaires, et qu'elle a violé à plusieurs reprises le droit international, notamment en attaquant des civils et des installations civiles. Il a également été souligné que la Russie a massacré des civils près de Kiev, la capitale ukrainienne, comme à Bucha, et a attaqué une centrale nucléaire. L'agression de la Russie a également causé des problèmes tels que la crise alimentaire et énergétique mondiale, et a provoqué des troubles multiples dans de nombreux pays, y compris des pays en développement.

Le 23 février 2023, une résolution appelant à la paix en Ukraine a été adoptée par une majorité de 141 voix lors de la session extraordinaire d'urgence de l'Assemblée générale des Nations unies. La résolution stipule clairement que la paix ne signifie pas simplement l'arrêt des hostilités ; elle doit être globale, juste et durable, fondée sur les principes de la Charte des Nations unies, tels que la souveraineté et l'intégrité territoriale.

(2) Pays émergents et en développement avec une présence croissante

La présence des pays émergents et en développement, également connus sous le nom de « pays du Sud », s'est accrue grâce à leurs réponses aux défis auxquels la communauté internationale a été confrontée ces dernières années, y compris l'agression de la Russie contre l'Ukraine. La position géopolitique de ces pays, leur situation économique et leurs relations avec la Russie et la Chine varient d'un pays à l'autre. Alors que certains pays émergents, comme l'Inde,

le Brésil, l'Indonésie, l'Afrique du Sud et la Turquie, font partie du G20, il existe des pays vulnérables qui souffrent de divers problèmes, notamment le développement, la pauvreté, les conflits régionaux, le terrorisme et les catastrophes naturelles, comme en Afrique et au Moyen-Orient. Toutefois, nombre de ces pays ont en commun d'adopter une position intermédiaire entre les pays occidentaux et la Russie en s'abstenant de voter des résolutions à l'Assemblée générale des Nations unies ou en se montrant réticents à imposer des sanctions à la Russie. Ces pays ont exprimé des doutes sur le fait que les pays développés sont enthousiastes à l'égard de l'agenda européen mais n'accordent pas suffisamment d'attention aux défis auxquels ils sont confrontés, ou que les réponses des pays développés sont des doubles standards dans l'application des valeurs universelles. Ces conditions actuelles indiquent que nous entrons dans une ère où il n'est plus possible pour la communauté internationale de converger vers un ensemble unique de valeurs et de principes. D'autre part, pour trouver des solutions aux grands défis auxquels la communauté internationale est confrontée, il est extrêmement important de travailler avec le plus grand nombre possible de pays émergents et en développement dans le cadre du multilatéralisme, par le biais d'une approche inclusive qui surmonte les différences de valeurs et d'intérêts. De ce point de vue, en tant que pays développé, il est nécessaire que le Japon renforce son engagement dans ces pays et adopte une position diplomatique pour rechercher la coopération dont ils ont réellement besoin.

(3) Reconstruire la gouvernance mondiale ¹

Alors que la communauté internationale arrive à un tournant historique, le système idéal de gouvernance mondiale devrait être discuté en profondeur dans la perspective de la préservation de la paix, de la sécurité et de la prospérité de la communauté internationale, ainsi que du maintien d'un ordre international libre et ouvert fondé sur l'État de droit.

Dans ce contexte, les Nations unies sont mises à l'épreuve. Le Conseil de sécurité des Nations unies, qui a la responsabilité principale de la paix et de la sécurité internationales, n'a pas fonctionné efficacement en réponse à l'agression de l'Ukraine par la Russie, qui est un membre permanent du Conseil. En outre, le développement nucléaire de la Corée du Nord et les tirs répétés de missiles balistiques constituent des violations manifestes des incontestables résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies, mais en raison de la résistance de la Chine et de la Russie, y compris l'exercice de leur droit de veto, aucune nouvelle résolution du Conseil de sécurité des Nations unies, ni même une déclaration présidentielle, n'ont été publiées. D'autre part, l'Assemblée générale des Nations unies a joué un rôle dans la démonstration de la volonté collective de la communauté internationale contre l'agression de la Russie en tenant une session extraordinaire d'urgence basée sur la résolution « S'unir pour la paix ». Six résolutions de l'Assemblée générale, dont celles condamnant la Russie, ont été adoptées dans l'année qui a suivi le début de l'agression. En outre, l'adoption d'une résolution de l'Assemblée générale qui, dans les faits, exige que le pays qui oppose son veto

soit responsable devant l'Assemblée générale des Nations unies lorsque le Conseil de sécurité des Nations unies échoue à exercer les responsabilités que l'on attend de lui en raison du veto du membre permanent, fait partie des efforts déployés par les États membres pour renforcer les fonctions des Nations unies.

Contrairement à l'ONU, en réponse à l'agression de la Russie contre l'Ukraine, l'unité et la coordination entre les pays partageant les mêmes idées, notamment le G7, l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) et l'Union européenne (UE), sont proéminentes. En particulier, le G7 a partagé un sentiment d'urgence immédiatement après que la crise ait éclaté, et n'a cessé d'apporter un large soutien à l'Ukraine et d'imposer des sanctions strictes à la Russie, en organisant 11 réunions des ministres des affaires étrangères et six réunions des dirigeants, à la fois en ligne et en personne, au cours de la seule année 2022. L'importance du G7, dont la présence au sein de la communauté internationale était considérée comme déclinante ces dernières années, est aujourd'hui réaffirmée face à l'agression de la Russie, qui constitue un défi flagrant à l'État de droit.

D'autre part, le G20, un cadre qui inclut la Russie et les pays émergents, a fait l'objet d'une attention particulière sur la manière de traiter l'agression de la Russie. Lors du sommet du G20 de Bali, accueilli par l'Indonésie en novembre, la déclaration des dirigeants a été adoptée en s'accordant sur la formulation « La plupart des membres ont fermement condamné la guerre en Ukraine », incluse après une rude coordination, grâce au leadership du

¹ Gouvernance mondiale : Ensemble des institutions, politiques, normes, procédures et initiatives qui assurent la prévisibilité, la stabilité et l'ordre dans le traitement des questions interétatiques au sein d'une communauté internationale où il n'existe pas de niveau supérieur de gouvernement, contrairement au système national.

président Joko Widodo. La phrase « condamne fermement la guerre en Ukraine » a été reprise dans la déclaration suivante des dirigeants de l'APEC, accueillie par la Thaïlande.

Un mouvement de reconstruction de la gouvernance mondiale a été observé concernant les problématiques mondiales. Dans le domaine de la santé mondiale, sur la base des enseignements tirés de la réponse au COVID-19, des efforts sont en cours pour renforcer les normes internationales de réponse aux pandémies sous l'égide de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), pour coordonner un cadre succédant à l'accélérateur ACT ² et pour établir le Fonds de lutte contre les pandémies sous l'égide de la Banque mondiale. Ces efforts visant à renforcer l'architecture sanitaire mondiale pour la prévention, la préparation et la réponse aux futures urgences sanitaires battent leur plein.

La 27^e session de la Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (COP27) a adopté le « Plan de mise en œuvre de Charm el-Shiekh », qui appelle les parties à renforcer les actions menées dans chaque domaine pour lutter contre le changement climatique. Il a également été décidé de mettre en place de nouvelles modalités de financement, y compris un fonds, pour aider les pays en développement particulièrement vulnérables à faire face aux pertes et dommages liés aux effets néfastes du changement climatique.

(4) Un environnement sécuritaire de plus en plus sévère autour du Japon

La remise en cause par la force de l'ordre international existant fondé sur l'État de droit

n'est plus un défi propre à l'Europe, mais une problématique qui peut se poser partout dans le monde, y compris en Asie de l'Est. En réalité, l'environnement sécuritaire autour du Japon est le plus grave depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, avec les progrès rapides et constants de la Corée du Nord dans le développement de ses armes nucléaires et de ses missiles, et les tentatives unilatérales de la Chine de modifier le statu quo par la force ou la coercition en mer de Chine orientale et en mer de Chine méridionale.

Lors du 20^e congrès national du parti communiste chinois en octobre, le secrétaire général Xi Jinping a été confirmé dans ses fonctions pour un troisième mandat. Dans le rapport du comité central de ce congrès, le secrétaire général Xi Jinping a réaffirmé que la Chine visait à devenir un pays socialiste fort et modernisé d'ici le milieu du siècle, en déclarant que « des changements d'une ampleur sans précédent depuis un siècle s'accélèrent dans le monde entier. Un nouveau cycle de révolution scientifique et technologique et de transformation industrielle est en cours, et un changement significatif est en train de se produire dans l'équilibre interne des pouvoirs, offrant à la Chine de nouvelles opportunités stratégiques dans la poursuite de son développement ». Elle continue également à promouvoir la mécanisation, l'informatisation et l'intelligentisation de l'Armée populaire de libération de la Chine, et poursuit le développement rapide de sa puissance militaire sans transparence suffisante. Elle a renforcé ses tentatives unilatérales de modifier le statu quo par la force ou la coercition dans les zones maritimes

² Accélérateur ACT (Access to COVID-19 Tools Accelerator) : une plateforme coordonnée au niveau international pour la recherche, le développement, la fabrication et l'accès équitable aux vaccins, aux diagnostics et aux thérapies pour le COVID-19.

et aériennes de la mer de Chine orientale et de la mer de Chine méridionale, y compris les intrusions dans la mer territoriale et l'espace aérien entourant les îles Senkaku du Japon, et a étendu et intensifié ses activités militaires dans la mer du Japon, dans l'océan Pacifique et ailleurs. En outre, tout en maintenant sa politique d'unification pacifique de Taïwan, la Chine n'a pas nié la possibilité de recourir à la force et a intensifié ses activités militaires dans l'espace maritime et aérien entourant Taïwan, y compris le lancement de missiles balistiques dans les eaux proches du Japon au mois d'août. Les inquiétudes concernant la paix et la stabilité de part et d'autre du détroit de Taïwan augmentent rapidement non seulement dans la région indopacifique, y compris au Japon, mais aussi dans l'ensemble de la communauté internationale. La position à l'international de la Chine et ses activités militaires actuelles inquiètent sérieusement le Japon et la communauté internationale. Ceci est sans précédent et représente le plus grand défi stratégique pour assurer la paix et la sécurité du Japon ainsi que la paix et la stabilité de la communauté internationale, aussi bien que pour renforcer l'ordre international fondé sur l'État de droit, auquel le Japon doit répondre avec l'intégralité de sa puissance étatique et en coopération avec ses alliés, les pays partageant une réflexion commune et d'autres. Dans le même temps, il est important de rechercher des actions responsables de la part de la Chine afin d'établir des « relations constructives et stables » grâce aux efforts des deux parties par le biais d'une communication franche à un niveau élevé, y compris avec les dirigeants et les ministres des affaires étrangères.

La Corée du Nord a lancé à plusieurs reprises des missiles balistiques à une fréquence et

d'une manière sans précédent, en violation des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité des Nations unies, notamment le missile balistique lancé en octobre qui a survolé le Japon et le missile balistique intercontinental (ICBM) lancé en novembre qui a atterri dans la zone économique exclusive (ZEE) du Japon. En outre, la Corée du Nord ne s'est pas montrée disposée à répondre aux appels au dialogue, mais a plutôt renforcé sa position hostile à l'égard des États-Unis et d'autres pays, et a clairement indiqué sa politique de production en masse d'armes nucléaires tactiques et d'augmentation exponentielle de son arsenal nucléaire. Cette série d'activités de la Corée du Nord constitue une menace grave et imminente pour la sécurité nationale du Japon et un défi clair et sérieux pour la communauté internationale.

En outre, la Russie accélère ses activités extérieures et militaires en Extrême-Orient et en Asie de l'Est, ce qui, notamment dans le cadre de sa coordination stratégique avec la Chine, suscite de vives inquiétudes en matière de sécurité.

(5) De nouvelles problématiques telles que la sécurité économique

Outre la sécurité traditionnelle, la sécurité économique, nouveau défi, est désormais reconnue comme une question urgente pour chaque pays. Avec l'approfondissement de l'interdépendance économique et le développement de la science et de la technologie, le champ de la sécurité nationale s'est étendu à l'économie et aux domaines technologiques émergents. En outre, la frontière entre les domaines militaires et non militaires s'est estompée. Les innovations technologiques telles que, entre autres,

les systèmes de communication mobile de cinquième génération (5G), l'intelligence artificielle (IA), l'internet des objets (IoT) et la technologie quantique n'entraînent pas seulement des changements substantiels dans la société et la vie quotidienne, mais sont aussi directement liées à la compétitivité nationale, ainsi qu'aux initiatives visant à renforcer la puissance militaire en tant que technologies à double usage pour des applications militaires et civiles. En outre, des cyberattaques visant à désactiver ou à détruire des infrastructures critiques, à interférer dans des élections étrangères, à exiger des rançons et à voler des informations sensibles sont constamment menées, même sous la forme de cyberattaques parrainées par des États.

Le COVID-19 et la crise en Ukraine ont mis en évidence les vulnérabilités de la chaîne d'approvisionnement mondiale. Le fait que certains pays n'hésitent pas à utiliser les dépendances économiques et leurs propres grands marchés comme outils de coercition montre que ces risques ne sont pas temporaires. La problématique du vol de la propriété intellectuelle et des technologies sensibles se fait également jour.

Répondre à ces préoccupations de sécurité économique et à ces pratiques commerciales déloyales constitue un nouveau défi pour

le système commercial multilatéral qui a soutenu l'expansion d'un ordre économique international libre et équitable depuis la fin de la guerre froide.

En outre, de nouvelles problématiques apparaissent dans le domaine de la coopération économique, tels que le financement du développement qui ne tient pas compte de la viabilité de la dette d'autres pays.

La progression rapide de l'informatisation, qui a bénéficié de la technologie numérique, a permis l'émergence d'une société dans laquelle chacun peut librement collecter et diffuser des informations. D'un autre côté, elle a également donné lieu à des problèmes tels que les cyberattaques et la diffusion de la désinformation. En outre, non seulement les attaques intentionnelles, mais aussi la formation d'un biais de confirmation³ à travers liaisons des médias sociaux a rendu plus difficile la formation d'une opinion publique fondée sur des informations correctes et un débat sain.

Les effets des divisions sociales ainsi créées sont particulièrement graves dans les démocraties, affectant le processus de formation du consensus en matière de politique étrangère et générale. Il est également à craindre que cette situation soit exploitée afin d'affirmer la supériorité des régimes autoritaires sur la démocratie.

2 Perspectives pour la diplomatie japonaise

La communauté internationale est arrivée à un tournant de son Histoire. Alors que l'équilibre des pouvoirs se modifie et que la concurrence géopolitique s'intensifie, des problèmes

mondiaux tels que le changement climatique et les maladies infectieuses menacent la survie de l'humanité, et la communauté internationale dans son ensemble doit

³ Biais de confirmation : Il s'agit de la tendance, lors de la vérification d'une hypothèse, à sélectionner les informations qui soutiennent cette hypothèse parmi de nombreux éléments d'information et à dévaloriser ou ignorer les informations qui ne la soutiennent pas. (Source : imidas)

coopérer pour trouver des solutions au-delà des différences de valeurs et d'intérêts. Les relations internationales se trouvent donc dans une situation complexe de confrontation, de concurrence et de coopération. Dans ces circonstances, le Japon doit poursuivre une diplomatie forte et bien ajustée pour maintenir et développer un ordre international libre et ouvert fondé sur l'État de droit, en adoptant une approche inclusive qui tienne compte de la diversité de la communauté internationale, afin de garantir la sécurité et la prospérité de son propre pays et de son propre peuple, et de promouvoir des valeurs universelles telles que la liberté, la démocratie et le respect des droits fondamentaux de l'Homme.

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, le Japon a toujours suivi la voie d'une nation pacifique, contribuant à la paix et à la prospérité de la région Asie-Pacifique et de la communauté internationale, et œuvrant au maintien et au renforcement d'un ordre international libre et ouvert fondé sur l'État de droit. Elle a également développé une diplomatie « affinée » avec tous les pays, en respectant la diversité de chaque pays, en discutant des problématiques communes dans la même perspective et en apportant le soutien dont l'autre partie a réellement besoin. En outre, tout en construisant la prospérité d'aujourd'hui dans le cadre d'un système commercial multilatéral, le Japon, en tant que porte-drapeau du libre-échange, a promu un ordre économique libre et équitable fondé sur des règles. Dans le même temps, le Japon a coopéré avec les pays en développement sur la base du principe de la sécurité humaine et s'est attaqué aux problématiques mondiales, y compris la réalisation des objectifs de développement durable (ODD), par le biais

d'un soutien au renforcement des capacités et d'autres mesures. Il a également contribué activement au désarmement et à la non-prolifération nucléaires, ainsi qu'aux efforts internationaux de consolidation de la paix.

La « confiance » du monde à l'égard du Japon, qui a été favorisée par ces efforts, est la pierre angulaire de la diplomatie japonaise aujourd'hui.

Toutefois, l'ordre international libre et ouvert fondé sur l'État de droit, qui a soutenu la paix, la sécurité et la prospérité de la communauté internationale, est confronté à de sérieux défis à mesure que les changements historiques de l'équilibre des pouvoirs et la concurrence géopolitique s'intensifient. Les pressions visant à modifier unilatéralement le statu quo par la force augmentent également dans le voisinage du Japon, et le Japon est confronté à l'environnement de sécurité le plus grave et le plus complexe de l'après-guerre. En réponse, le Japon a formulé sa « stratégie de sécurité nationale » et d'autres documents stratégiques en décembre 2022. Dans le cadre de cette stratégie, le Japon mènera une diplomatie forte soutenue par un renforcement fondamental de ses capacités de défense, et tirera pleinement parti de sa puissance étatique globale, y compris ses capacités économiques, technologiques et de renseignement, pour répondre aux attentes et à la confiance de la communauté internationale, tout en garantissant la paix et la prospérité du Japon.

Le gouvernement Kishida, dans sa politique de base, préconise de développer la diplomatie et la sécurité avec : la détermination de défendre pleinement les valeurs universelles ; la détermination de défendre pleinement la paix et la sécurité du Japon ; et la détermination de diriger la communauté internationale en

s'attaquant aux problèmes mondiaux. Fort de ces « trois déterminations », le Japon continuera à développer sa diplomatie en adoptant une position équilibrée et stable et en faisant preuve d'une grande réactivité. En 2023, le Japon occupe la présidence du G7 et siège au Conseil de sécurité des Nations unies en tant que membre non permanent. Le Japon travaille en étroite collaboration avec la communauté internationale pour prendre l'initiative dans la résolution des problèmes croissants auxquels la communauté internationale est confrontée.

(1) Maintenir et renforcer un ordre international libre et ouvert fondé sur l'État de droit

Premièrement, le Japon continuera à promouvoir les efforts visant à maintenir l'ordre international libre et ouvert fondé sur l'État de droit.

(a) Renforcer la coopération avec ses alliés et les pays d'optique commune

C'est par une coopération étroite que le G7 a réagi le plus efficacement à l'agression de la Russie contre l'Ukraine. Lors du sommet du G7 à Hiroshima en mai 2023, en tant que président du G7, le Japon démontrera la forte détermination du G7 à faire respecter l'ordre international fondé sur l'État de droit, en rejetant fermement toute tentative unilatérale de modifier le statu quo par la force ou la coercition, ou la menace de la Russie d'utiliser des armes nucléaires, ou l'utilisation d'armes nucléaires. Dans le même temps, le G7 prendra l'initiative de s'occuper de l'économie mondiale, notamment de l'énergie et de la sécurité alimentaire, des affaires régionales, notamment de l'Ukraine et de la région indopacifique, du désarmement et de la non-prolifération nucléaires, de la sécurité

économique et des problématiques mondiales, notamment du changement climatique, de la santé mondiale et du développement.

Le Japon a également renforcé de manière significative la coopération entre le Japon, l'Australie, les États-Unis et l'Inde. Tout en démontrant notre détermination à ne pas permettre de changements unilatéraux du statu quo par la force dans quelque région que ce soit, les quatre pays promeuvent une coopération pratique dans un large éventail de domaines afin de réaliser l'« Indopacifique libre et ouvert » (FOIP).

En outre, le FOIP devient encore plus importante à ce tournant de l'Histoire. Le Japon fera progresser son nouveau plan pour renforcer les efforts diplomatiques et améliorer la coordination en vue de réaliser le FOIP, avec des partenaires tels que l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), l'Europe, l'Océanie, l'Amérique latine et les Caraïbes et d'autres, en plus des relations Japon-Australie-États-Unis-Inde. En particulier, le Japon et l'ASEAN définiront une vision pour les futures relations ASEAN-Japon à l'occasion du sommet commémoratif pour le 50^e anniversaire de l'amitié et de la coopération ASEAN-Japon qui se tiendra à Tokyo aux alentours de décembre 2023.

(b) Développement d'un ordre économique libre et équitable fondé sur des règles

Un ordre économique libre et équitable fondé sur des règles est le fondement de la croissance et de la prospérité, non seulement pour le Japon, mais aussi pour le monde entier. Le Japon continuera à exercer son leadership en tant que porte-drapeau du libre-échange, à œuvrer au maintien des normes élevées de l'accord global

et progressif pour le partenariat transpacifique (CPTPP) et à assurer la pleine mise en œuvre de l'accord de partenariat économique régional global (RCEP), ainsi qu'à mener la réforme de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Dans le secteur numérique, le Japon jouera également un rôle central dans l'élaboration des règles internationales, y compris dans le commerce électronique de l'OMC, afin de promouvoir la « libre circulation des données en toute confiance » (DFFT). En ce qui concerne le cadre économique indopacifique pour la prospérité (IPEF), un cadre important pour apporter une croissance économique durable et inclusive à la région indopacifique, le Japon contribuera au développement d'un cadre qui conduira à des résultats concrets à un stade précoce, en étroite coopération avec les pays participant à l'IPEF.

Le Japon fera également des efforts proactifs pour aider les entreprises japonaises à développer leurs activités à l'étranger. Il s'efforce également de lever les restrictions à l'importation de produits alimentaires japonais dans tous les pays et toutes les régions grâce à des efforts déployés par l'ensemble des Japonais. Le Japon continuera à œuvrer en vue d'organiser avec succès l'exposition universelle de 2025 (Expo 2025, Osaka, Kansai, Japon).

(c) Renforcement des fonctions de l'ONU

Face à l'agression de la Russie contre l'Ukraine, les Nations unies et le Conseil de sécurité des Nations unies sont mis à l'épreuve. Toutefois, c'est précisément parce que nous vivons à une époque où les divisions et les confrontations s'aggravent que l'ONU, avec ses 193 États membres, est d'une grande importance pour refléter la volonté collective de la communauté internationale dans le cadre du

multilatéralisme. Il est également extrêmement important que la communauté internationale revienne à la vision et aux principes de la Charte des Nations unies, qui défend le respect de la souveraineté, l'intégrité territoriale et l'interdiction générale du recours à la force, afin de sortir de mettre fin aux troubles actuels au sein de la communauté internationale. Par conséquent, le Japon contribuera de manière proactive au renforcement des fonctions des Nations unies dans leur ensemble, y compris la réforme du Conseil de sécurité, en communiquant étroitement avec les autres États membres afin que les Nations unies puissent s'acquitter de leurs responsabilités. Ce qu'il faut maintenant, ce n'est pas une discussion pour le plaisir de discuter, mais une action en faveur de la réforme. Le Japon poursuivra ses efforts pour progresser rapidement grâce à une communication étroite entre le G4 (Japon, Inde, Allemagne et Brésil) et les pays concernés tels que les États-Unis, le Royaume-Uni (RU), la France et les pays africains. En outre, le Japon continuera à contribuer aux opérations de maintien de la paix des Nations unies (OMP) et à d'autres initiatives de consolidation de la paix des Nations unies.

(2) Répondre aux problématiques en matière de sécurité

Le premier élément de la puissance étatique globale pour la sécurité nationale du Japon est la capacité diplomatique. Dans le cadre de la nouvelle stratégie de sécurité nationale, le Japon développera une diplomatie forte soutenue par un renforcement fondamental des capacités de défense, préviendra les crises avant qu'elles ne surviennent et créera de manière proactive un environnement international pacifique et stable. Dans le même

temps, les capacités de défense, qui expriment la volonté et la capacité du Japon à se défendre, ne peuvent être remplacées par d'autres moyens. Le renforcement fondamental des capacités de défense consolidera le travail de fond diplomatique visant à créer activement un environnement de sécurité souhaitable pour le Japon. Dans le cadre de ces efforts, le Japon, en tant que nation pacifique, adhérera à la politique de base consistant à maintenir une politique exclusivement axée sur la défense nationale, à ne pas devenir une puissance militaire représentant une menace pour d'autres pays et à respecter les trois principes de non-nucléarité. En outre, le Japon s'efforcera de renforcer fondamentalement la structure de mise en œuvre de sa politique étrangère afin de répondre avec précision à l'évolution rapide de la situation internationale.

En outre, afin de promouvoir la sécurité économique, nous travaillerons activement au renforcement de la coopération avec les pays partageant les mêmes idées et à la formulation de normes internationales permettant de répondre aux nouvelles problématiques.

(a) Renforcer l'alliance nippo-américaine

Le Japon approfondira davantage encore l'alliance nippo-américaine, pilier de la politique étrangère et de sécurité du Japon.

Lors d'une série de réunions avec les États-Unis, les deux pays ont confirmé qu'une modification unilatérale du statu quo par la force n'est jamais acceptable, quelle que soit la région. Sur la base de l'alliance nippo-américaine, le potentiel de la région indo-pacifique, qui est stratégiquement la plus importante pour les deux pays, doit être lié à sa

stabilité et à sa prospérité.

À cette fin, le Japon et les États-Unis travailleront ensemble pour renforcer les capacités de dissuasion et de réaction de l'Alliance, en tenant compte de l'évolution des rôles et des missions de l'Alliance nippo-américaine. Pour ce faire, les deux pays s'attacheront à renforcer encore la coordination bilatérale par le biais du mécanisme de coordination de l'Alliance, les efforts alliés en temps de paix, l'approfondissement de la coopération entre le Japon et les États-Unis en vue de l'exploitation efficace des capacités de contre-attaque du Japon, la coopération dans les domaines de l'espace, de la cybersécurité et de la sécurité de l'information, la coopération technologique pour faire en sorte que l'Alliance reste compétitive, et les investissements conjoints dans les technologies émergentes, etc. Le Japon poursuivra également ses efforts pour faire en sorte que la dissuasion élargie⁴ des États-Unis reste crédible et résiliente. En outre, le Japon continuera d'optimiser le dispositif des forces américaines au Japon et mettra tout en œuvre pour atténuer les incidences sur les communautés locales, notamment en transférant dès que possible la base aérienne du corps des Marines (MCAS) de Futenma à Henoko, tout en maintenant une présence stable des forces américaines au Japon.

Parallèlement, dans le cadre du Comité consultatif de politique économique Japon-États-Unis (le « 2+2 » économique) lancé en juillet, les deux pays discuteront de la diplomatie, de la sécurité et de l'économie dans leur ensemble, et renforceront la coopération sur des questions communes aux deux pays, telles que la sécurité économique

4 La dissuasion qu'un pays possède à l'égard de ses alliés et des autres.

et le maintien et le renforcement d'un ordre économique fondé sur des règles.

(b) Renforcer les liens avec les alliés et les pays d'optique commune

Outre l'alliance nippo-américaine, il est également important de construire un réseau à plusieurs niveaux entre les alliés et les pays d'optique commune, de l'étendre et de renforcer la dissuasion. À cette fin, tout en utilisant des cadres tels que les accords Japon-États-Unis-Corée-du-Sud et Japon-États-Unis-Australie, entre autres, le Japon renforcera sa coopération en matière de sécurité avec l'Australie, l'Inde, la Corée du Sud, les pays européens, les pays de l'ANASE, le Canada, l'OTAN, l'UE et d'autres encore.

Avec l'Australie, l'accord d'accès réciproque Japon-Australie ⁵ a été signé en janvier, et lors du sommet Japon-Australie d'octobre, les dirigeants ont signé la nouvelle déclaration conjointe Japon-Australie sur la coopération en matière de sécurité. Le Japon continue de renforcer et d'étendre régulièrement sa coopération avec l'Australie dans le domaine de la sécurité afin de garantir la paix et la prospérité dans la région indopacifique.

Avec l'UE, l'OTAN et les pays européens, le Japon a renforcé la coopération en matière de sécurité en partant du principe que la sécurité de l'Europe et de la région indopacifique est indissociable. L'UE, l'OTAN et les pays européens s'intéressent de plus en plus à la région indopacifique et, dans ce contexte, le ministre des affaires étrangères Hayashi est devenu le premier ministre des affaires

étrangères du Japon à assister à une réunion des ministres des affaires étrangères de l'OTAN en avril et, en juin, le Premier ministre Kishida est devenu le premier Premier ministre du Japon à assister à un sommet de l'OTAN. En décembre, le Japon a annoncé un accord sur le développement conjoint d'avions de combat de nouvelle génération (GCAP) entre les trois pays, le Japon, le Royaume-Uni et l'Italie, et en janvier 2023, le Japon et le Royaume-Uni ont signé l'accord d'accès réciproque Japon-Royaume-Uni ⁶. Le Japon continuera à promouvoir une coopération concrète avec les pays européens, l'UE et l'OTAN afin d'étendre leur engagement à l'Indo-Pacifique.

(3) Les relations avec les différents pays de la région et du monde

Afin de maintenir la paix et la sécurité sur son territoire et dans sa zone régionale, le Japon prendra position sur les sujets sensibles qui divisent les pays de la région et du monde tout en favorisant la stabilité de ses relations avec ces pays.

Bien qu'il y ait du potentiel entre le Japon et la Chine, on observe une intensification des tentatives unilatérales de la Chine de modifier le statu quo par la force en mer de Chine méridionale et en mer de Chine orientale et ce, y compris dans les eaux entourant les îles Senkaku. Cela s'ajoute à une longue liste de sujets de préoccupation à un moment où la Chine intensifie son activité militaire dans la région de Taïwan, avec notamment des missiles balistiques qui ont fini leur course dans la ZEE japonaise en août 2022. La paix

⁵ Accord qui établit des procédures entre le Japon et l'Australie pour les activités de coopération menées par les forces de défense d'un pays lors d'une visite dans l'autre pays, et définit un statut pour les forces en visite.

⁶ Accord qui établit des procédures entre le Japon et le Royaume-Uni pour les activités de coopération menées par les forces de défense d'un pays lors d'une visite dans l'autre pays, et définit un statut pour les forces en visite.

et la stabilité dans le détroit de Taïwan sont également importantes. Le Japon est par ailleurs très préoccupé par la situation des droits de l'Homme dans la région autonome ouïgoure du Xinjiang et par la situation à Hong Kong. En même temps, le Japon et la Chine ont une grande responsabilité dans la paix et la prospérité de la région et du monde. Le Japon multipliera les moments de discussion avec la Chine, que ce soit au sommet, au niveau des ministres des affaires étrangères ou à d'autres niveaux, pour affirmer fermement sa position, demander à la Chine une attitude responsable, et comme il est important que le Japon et la Chine fassent conjointement des efforts pour établir une relation constructive, stable et permettant de coopérer sur de nombreux sujets, le Japon maintiendra ce dialogue quel que soit le niveau de sensibilité du sujet.

La Corée du Sud est un voisin important avec lequel le Japon doit coopérer face aux différents défis de la communauté internationale. Compte tenu notamment de l'attitude à adopter face à la question nord-coréenne, l'importance de renforcer la coordination stratégique Japon-Corée-du-Sud et Japon-États-Unis-Corée-du-Sud ne fait plus débat, y compris dans le domaine de la sécurité. Il est nécessaire de rétablir et de faire progresser des relations saines entre le Japon et la Corée du Sud, en prenant comme fondement la relation d'amitié et de coopération née de la normalisation des relations diplomatiques. S'appuyant sur les conclusions du sommet nippo-sud-coréen en novembre, le Japon continuera à communiquer étroitement avec le gouvernement de la Corée du Sud. Concernant l'île de Takeshima, c'est un territoire inhérent au Japon, tant à la lumière des faits historiques qu'en vertu du droit

international. Le Japon traitera la question avec détermination sur la base de cette position cohérente.

L'agression de l'Ukraine par la Russie ébranle les fondements mêmes de l'ordre international. Les agissements de la Russie, avec notamment l'« annexion » illégale de certaines parties de l'Ukraine et le meurtre de civils innocents, ont été commis en violation du droit international et ne pourront jamais être justifiés. En tant que seul pays à avoir subi des bombardements atomiques, le Japon ne peut tolérer la menace nucléaire de la Russie et encore moins l'utilisation de telles armes. Considérant que la sécurité en Europe et dans la région indopacifique ne peuvent plus être traitées séparément, résolument déterminé à ne permettre aucune tentative unilatérale de modifier par la force le statu quo et ce quelle que soit la région, le Japon continuera à travailler en étroite collaboration avec la communauté internationale comme c'est déjà le cas avec les pays du G7. Il continuera à réclamer avec fermeté des sanctions contre la Russie et à montrer son soutien à l'Ukraine. En ce qui concerne ses relations avec la Russie, le Japon réagira de manière à protéger ses intérêts nationaux. L'agression de l'Ukraine par la Russie a rendu difficiles les relations entre le Japon et la Russie, et même si, pour l'heure, les conditions ne sont pas réunies pour envisager des pourparlers en vue d'un traité de paix, le Japon maintient comme objectif à terme de résoudre les différends territoriaux et de parvenir à un tel traité. Par ailleurs, la reprise des programmes d'échange des Territoires du Nord, comprenant par exemple les Visites de Tombes, est l'une des grandes priorités des rapports à venir entre le Japon et la Russie.

En ce qui concerne les relations avec la Corée du Nord, le gouvernement japonais œuvre conformément à la Déclaration de Pyongyang à régler le passé malheureux et à normaliser ses relations avec la Corée du Nord, et fait face aux différents contentieux comme les enlèvements ou le programme nucléaire et balistique, en ne laissant aucune problématique de côté. Le Japon continuera à veiller à la stricte application par l'ensemble de la communauté internationale des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité des Nations unies et ne cessera d'agir pour la dénucléarisation complète de la Corée du Nord, en étroite coordination avec les États-Unis et la Corée du Sud, ainsi qu'avec le reste de la communauté internationale, notamment par le biais du Conseil de sécurité des Nations unies. Par ailleurs, le gouvernement japonais a comme priorité absolue le problème des enlèvements, un problème humanitaire soumis à des contraintes de temps. En effet, en plus d'être une menace pour la souveraineté du Japon et pour la vie et la sécurité de ses ressortissants, ce problème représente une violation des droits de l'Homme fondamentaux et constitue donc un enjeu pour l'ensemble de la communauté internationale qui doit être résolu sans délai. Le Japon continuera à faire tout son possible pour obtenir au plus tôt le retour de toutes les personnes enlevées. Pour cela il ne cessera de travailler en étroite collaboration avec les États-Unis et les autres pays concernés.

(4) Les défis de la diplomatie régionale

Le bouleversement de l'ordre international a entraîné une crise qui concerne tous les pays et territoires du monde. L'agression de l'Ukraine par la Russie a remis en cause les fondements

mêmes de l'ordre international établi sur l'État de droit. Elle a également eu de graves répercussions sur la région Indopacifique, le Moyen-Orient, l'Afrique et d'autres régions en raison de la hausse des prix des denrées alimentaires et de l'énergie. Le Japon doit également se pencher sur la question des tentatives de la Russie, de la Chine et d'autres pays de diviser la communauté internationale en ayant recours à la désinformation. Les pays émergents et en développement, également connus sous le nom de « Pays du Sud », ont considérablement gagné en importance et il est primordial que le Japon renforce sa coopération avec ces pays. Relever les défis communs au monde entier nécessite avant tout d'adopter une approche inclusive et le Japon doit prêter une oreille attentive à ces pays et leur apporter le soutien dont ils ont réellement besoin. Réalisée avec assiduité, une telle diplomatie renforcera encore davantage au sein de la communauté internationale le système de liberté et d'ouverture fondé sur l'État de droit.

Située à un point clé, face à l'océan Indien et le long des principales lignes de communication maritime (SLOCs) reliant le Japon au Moyen-Orient et à l'Afrique, l'Asie du Sud-Ouest est une région de grande importance stratégique pour le Japon. Avec une population d'environ 1,8 milliard d'habitants et des taux de croissance économique élevés, cette région constitue en outre un marché et des sites de production attrayants pour les entreprises japonaises. Les pays d'Asie du Sud-Ouest ont des liens d'amitié historiques avec le Japon et, au fil des années, le Japon a renforcé son engagement avec eux dans un large éventail de domaines comprenant la sécurité, l'économie, la coopération économique ou encore les

échanges humains. S'appuyant sur ce socle, et parce qu'ils sont des partenaires importants dans le maintien et le renforcement d'un ordre international libre et ouvert fondé sur l'État de droit, le Japon ne cessera d'approfondir ses relations avec les pays d'Asie du Sud-Ouest.

La région des pays insulaires du Pacifique est une région très importante au regard de l'initiative pour un FOIP. Dans la perspective de la dixième réunion des dirigeants des îles du Pacifique (PALM) qui se tiendra en 2024, que ce soit par le biais de la réunion interministérielle intermédiaire qui aura lieu en amont de la réunion PALM en 2023, ou par le dialogue bilatéral, le Japon collaborera avec les pays portant les mêmes valeurs et soutiendra avec conviction le développement et l'unité des pays insulaires du Pacifique, tout en respectant les besoins de chacun.

Le Moyen-Orient est l'une des principales sources d'approvisionnement énergétique de nombreux pays de la communauté internationale, dont le Japon qui en dépend à hauteur de près de 90 % pour ses importations de pétrole brut. Par conséquent, la paix et la stabilité de la région et sur ses voies de communication sont extrêmement importantes pour la sécurité énergétique mondiale comme pour la stabilité et la croissance de l'économie japonaise et du monde. Cette région a connu divers conflits et différends tout au long de son histoire et aujourd'hui encore persistent des tensions, de l'instabilité, ainsi que des conditions humanitaires dégradées. Le Japon est un allié des États-Unis et entretient dans le même temps par tradition de bonnes relations avec les pays du Moyen-Orient. Afin de maintenir et de renforcer un ordre international libre et ouvert fondé sur l'État de droit et d'y intégrer le Moyen-Orient, le Japon s'engagera

dans une diplomatie proactive, dans le cadre par exemple du « Dialogue politique nippo-arabe », entre autres, pour contribuer en étroite coopération avec les pays concernés à l'apaisement des tensions et à la stabilisation de la situation régionale, tout en prenant en considération les préoccupations et les besoins de chaque pays.

L'Afrique, qui devrait représenter un quart de la population mondiale d'ici à 2050, est un continent porté par une jeunesse pleine d'espoir et une perspective de croissance dynamique. Presque trente années ont passé depuis le lancement de la Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD) en 1993 et, pendant toute cette période, le Japon a agi dans un esprit de soutien du développement mené par l'Afrique elle-même. En août, lors de la TICAD 8, le Japon a fait passer le message résolu selon lequel il encouragera les initiatives en tant que « partenaire pour une croissance mutuelle » en adoptant des approches propres au Japon, qui mettent au centre les « individus ». Le Japon continuera à contribuer à la réalisation d'une Afrique résiliente telle que l'Afrique elle-même entend bâtir et à approfondir ses relations avec ce continent.

Le Japon partage des valeurs fondamentales avec de nombreux pays d'Amérique latine et des Caraïbes (ALC), faisant de ces pays des partenaires très présents sur la scène internationale. Leur importance stratégique en tant que fournisseurs de ressources s'accroît également dans le contexte des récentes crises énergétiques et alimentaires. Le Japon continuera à coopérer avec ces pays pour maintenir et renforcer un ordre international libre et ouvert. Le Japon travaillera à renforcer à la coopération dans divers domaines, en étroite

collaboration avec ceux qui ont encouragé l'amitié historique entre le Japon et les pays de l'ALC, soient les communautés Nikkei (terme qui désigne les immigrants japonais et leurs descendants) et les personnes ayant une grande affinité pour le Japon et/ou une connaissance poussée du pays. L'objectif sera de réduire les écarts de développement entre les pays de l'ALC et d'envisager les potentiels de croissance de la transformation verte (GX) et de la transformation numérique (DX) pour parvenir à terme à un développement inclusif et durable.

Les pays d'Asie centrale et du Caucase, qui ont des liens historiques et économiques étroits avec la Russie, ont été très affectés par l'agression de l'Ukraine par la Russie. Dans le cadre notamment du Dialogue « Asie centrale plus Japon », le Japon soutiendra le rôle de partenaire des pays d'Asie centrale et du Caucase dans le maintien et le renforcement d'un ordre international libre et ouvert fondé sur l'État de droit.

S'appuyant sur une diplomatie régionale solidement bâtie avec les pays de toutes les régions du monde, le Japon poursuivra ses efforts en faveur de la stabilité des régions et de la communauté internationale en sensibilisant à l'importance de l'État de droit comme fondement de l'ordre international, et en travaillant à la préservation et au renforcement de celui-ci.

(5) Faire face aux défis communs de l'humanité

Le Japon doit prendre l'initiative pour relever les défis communs de l'humanité afin de garantir que l'ordre international qu'il défend bénéficie de la confiance des peuples du monde entier. Il est de plus en plus difficile pour les pays en

développement, qui constituent la majeure partie de la communauté internationale, de se projeter vers un développement stable, du fait de circonstances internationales de plus en plus complexes et de l'intensification des défis mondiaux. Dans un tel contexte, et selon les principes de la sécurité humaine propres à notre époque, le Japon prévoit de multiplier les actions stratégiques et efficaces et d'étendre notamment l'utilisation de l'ADP – un des outils les plus importants de la diplomatie –, pour accélérer les mesures en faveur de l'aboutissement de l'Initiative pour un FOIP et en faveur de la réalisation des objectifs de développement durable (ODD). À cette fin, le Japon prévoit de réviser sa Charte de coopération au développement avant la fin du premier semestre 2023.

En réponse à la hausse des prix des denrées alimentaires provoquée par l'agression de l'Ukraine par la Russie, le Japon travaillera en collaboration avec les organisations internationales ainsi qu'avec les pays partageant les mêmes valeurs, par le biais de la TICAD ou par d'autres moyens, pour soutenir les pays vulnérables.

Le changement climatique constitue un défi commun à l'ensemble de l'humanité et une question cruciale que la communauté internationale tout entière doit traiter collectivement. La situation en Ukraine a mis la lumière sur la nécessité de trouver un équilibre entre cette question et la nécessité de renforcer la sécurité énergétique. En accord avec les conclusions de la COP27 qui s'est tenue en novembre, le Japon continuera à traiter les questions liées au changement climatique et à appeler tous les pays signataires à multiplier les mesures, notamment celles en faveur de la réduction des émissions conformément à

l'objectif de 1,5°C ⁷.

En ce qui concerne le désarmement et la non-prolifération nucléaires, le Japon prendra appui sur sa relation de confiance avec les États-Unis, pays allié, pour multiplier les mesures réalistes et pratiques et se tenir en tête d'un « monde sans armes nucléaires », comme l'a fait par exemple le Premier ministre Kishida en présentant son « plan d'action de Hiroshima » ⁸ : la première étape d'une feuille de route concrète pour transformer notre « réalité » caractérisée par « un environnement difficile », en un « idéal » de « monde sans armes nucléaires ». À cet égard, toutes les initiatives de la communauté internationale en faveur d'un « monde sans armes nucléaires », comme les réunions du Comité International des Sages pour « un monde sans armes nucléaires » (IGEP) ⁹, seront encouragées par le Japon, qui approfondira par ailleurs le dialogue en ce sens avec, entre autres, les membres du G7, pour envoyer ensuite un message fort à l'occasion du sommet du G7 à Hiroshima.

Les sujets liés à santé mondiale sont importants tant ils affectent directement, en plus de la santé des personnes, les économies, les sociétés et les systèmes de sécurité nationale. En concordance avec les enseignements tirés de la pandémie de COVID-19, et avec en toile de fond l'objectif de parvenir à une couverture sanitaire universelle

(CSU) ¹⁰, le Japon se fera leadeur de la réponse aux défis sanitaires mondiaux posés par la pandémie de COVID-19 et contribuera à l'élaboration d'une architecture mondiale de la santé pour améliorer la prévention, la provision et la réponse à apporter aux crises sanitaires futures.

Pour atteindre les ODD, le Japon se montrera également proactif face aux divers défis à relever, comme la pollution plastique, la conservation de la biodiversité, l'escalade de la crise humanitaire, les réfugiés et les personnes déplacées, le terrorisme et l'extrémisme violent ou encore l'égalité entre les sexes.

Afin de protéger les valeurs fondamentales que sont les droits de l'Homme, en dénonçant fermement toute violation grave à leur encontre et en encourageant par « le dialogue et la coopération » les efforts des pays qui iraient dans le bon sens, le Japon fera progresser une diplomatie des droits de l'Homme qui lui ressemble.

(6) Renforcer concrètement la mise en œuvre de la diplomatie dans son ensemble

Afin d'assurer des progrès concrets et continus face à chacun des objectifs présentés jusqu'ici, il est essentiel de garantir de la flexibilité dans la mise en œuvre de la diplomatie, ainsi que d'optimiser l'environnement de travail et les

⁷ Objectif énoncé dans l'Accord de Paris : limiter le réchauffement climatique à un niveau nettement inférieur à 2°C au-dessus des niveaux préindustriels et redoubler d'efforts pour faire en sorte qu'il se limite à 1,5°C.

⁸ Le « plan d'action de Hiroshima » a été proposé par le Premier ministre Kishida lors de la 10^e Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) qui s'est tenue en août, comme la première étape d'une feuille de route concrète vers un « monde sans armes nucléaires ». Il contient 5 parties : (1) la reconnaissance commune de l'importance de perpétuer la non-utilisation des armes nucléaires, (2) le renforcement de la transparence, (3) le maintien de la tendance à la diminution du stock mondial d'armes nucléaires, (4) la non-prolifération nucléaire et l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire, (5) l'encouragement des visites de dirigeants et de représentants de tous les pays sur les sites qui ont été bombardés par l'arme nucléaire.

⁹ IGEP : Une réunion internationale dont le Premier ministre Kishida a annoncé le lancement dans son discours de politique générale en janvier. Cette réunion rassemble des spécialistes ainsi que d'anciens ou actuels dirigeants politiques d'États dotés et non dotés de l'arme nucléaire, afin de discuter d'une voie concrète vers un « monde sans armes nucléaires ». La première réunion s'est tenue à Hiroshima en décembre.

¹⁰ Couverture sanitaire universelle (CSU) : Faire en sorte que chaque personne puisse bénéficier des services de santé de qualité dont elle a besoin, sans que cela génère pour elle de difficultés financières.

conditions de vie matérielles du personnel des missions étrangères, qui se trouve en première ligne de l'activité diplomatique, en agissant par exemple sur les diverses prestations qui ont été affectées par la fluctuation des taux de change et par l'augmentation du coût de la vie. Il s'agira par ailleurs de prendre des mesures en faveur de l'organisation des ressources humaines, des fonds publics engagés (dont ceux alloués à la poursuite de l'expansion de l'ADP), du renforcement des moyens de mise en œuvre du travail diplomatique et consulaire (comme par exemple par le biais de la transition numérique (DX)), d'une communication stratégique vers l'étranger, de l'augmentation du nombre de ressortissants japonais au

sein des Organisations Internationales, de l'élargissement et de la promotion des cercles d'affinités et de connaissance du Japon et de la coopération avec les communautés Nikkei. Le ministère des affaires étrangères prévoit par ailleurs de jouer un rôle déterminant dans le sens de l'inscription des « Mines d'or de Sado » sur la liste du patrimoine mondial. Enfin, l'assouplissement des mesures frontalières entraînant la reprise des échanges internationaux, le ministère s'assurera de prendre toutes les mesures possibles pour assurer la sécurité des ressortissants japonais à l'étranger.

Situation en Afrique du Nord (Égypte, Libye, Tunisie, Algérie, Maroc)

(1) Égypte

Située à l'extrémité nord-est du continent africain et sur les côtes de la mer Méditerranée face à l'Europe, l'Égypte est une puissance régionale qui joue un rôle important dans la stabilité du Moyen-Orient comme dans celle de l'Afrique du Nord. Sur le plan économique, si le pays avait maintenu une croissance positive de son produit intérieur brut (PIB) malgré les effets de la pandémie de COVID-19 (comme la réduction des revenus du tourisme), il a dû, confronté notamment à la montée en flèche des prix mondiaux des ressources alimentaires et non alimentaires due à la détérioration de la situation en Ukraine en décembre 2022, faire appel au Fonds monétaire international (FMI) pour un montant de 3 milliards USD dans un programme de 46 mois au titre du Mécanisme Elargi de Crédit (MEDC).

Les relations entre le Japon et l'Égypte sont toujours aussi bonnes, et les projets de coopération lancés à l'occasion de la visite au Japon du président Abdel Fattah AL-



Téléconférence au sommet Japon-Égypte (le 27 août à Tokyo. Photo : Bureau des affaires publiques du Cabinet)

SISSI en 2016, comme l'introduction dans l'enseignement égyptien de composantes du programme éducatif japonais, le soutien accru à l'université Égypte-Japon des sciences et technologies (E-JUST), le projet de construction du Grand Musée égyptien (GEM), ou encore le projet de construction de la ligne 4 du métro du Caire suivent une bonne progression. Les ministres des Affaires étrangères japonais et égyptien se sont entretenus en visioconférence à l'occasion de la réunion ministérielle de la TICAD en mars, et les dirigeants des deux États ont également pu discuter en visioconférence au moment de la TICAD 8 en août. Au mois de septembre, en marge de l'Assemblée générale des Nations unies, les ministres des Affaires étrangères japonais et égyptien ont eu de nouveau l'occasion de s'entretenir pour discuter de la situation internationale, et ils ont saisi cette occasion pour confirmer le renforcement de leurs relations bilatérales. Au même moment, le ministre des Transports Kamel EL-WAZIR, spécialement envoyé au Japon pour représenter le président égyptien aux funérailles nationales de l'ancien Premier ministre ABE Shinzo a rendu une visite de courtoisie au secrétaire général du cabinet MATSUNO Hirokazu. En novembre, c'est le ministre de l'Environnement NISHIMURA Akihiro qui s'est rendu à Sharm El Sheikh en Égypte, pour participer à la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) de la 27^e conférence des

parties (COP27) que ce pays a présidée.

Quant aux deux membres des Forces japonaises d'autodéfense détachés auprès de la Force multinationale et Observateurs au Sinaï (FMO) depuis avril 2019, une quatrième rotation de personnel a été opérée en juin afin que le Japon poursuive sa contribution à la paix et à la stabilité dans la région.

(2) Libye

La Libye est la puissance énergétique qui possède les plus grandes réserves de pétrole d'Afrique, mais le pays reste en proie à l'instabilité depuis la chute du régime de Kadhafi en 2011, confronté à un conflit persistant entre les forces politiques de l'est et de l'ouest. En avril 2019 le maréchal Khalifa HAFTAR, homme fort de l'est du pays et commandant en chef de l'« Armée nationale libyenne » (ANL), avait ordonné à ses forces de marcher sur la capitale Tripoli, menant à un conflit armé. A partir de mai 2020 le gouvernement d'entente nationale (GNA) de Fayez EL-SARRAJ, soutenu par la Turquie, a mené une contre-attaque, et les deux forces se sont retrouvées dans un face-à-face sans issue sur une ligne allant de Syrte, au centre des côtes libyennes à Al Djoufrah dans les terres. Après la signature en octobre par les deux parties d'un accord de cessez-le-feu permanent, le nombre d'incidents armés entre les parties est et ouest a considérablement diminué.

Sur le plan politique, en novembre 2020, l'Organisation des Nations unies a organisé près de Tunis le Forum de dialogue politique libyen (LPDF). Les 75 délégués libyens sont parvenus un accord sur l'organisation d'une série d'élections et sur la date du 24 décembre 2021, en référence à l'anniversaire de l'indépendance libyenne, pour l'organisation des élections présidentielles. Un gouvernement d'intérim,

le Gouvernement d'unité nationale (GNU) a été formé, mais aucune législation relative aux élections n'ayant été promulguée à temps, le report des élections a été annoncé le 22 décembre 2021. En mars 2022, le parlement établi dans l'est du pays a approuvé un gouvernement rival, mettant de nouveau les forces politiques de l'est et de l'ouest face à face.

S'agissant des relations avec le Japon, une réunion au sommet a eu lieu en visioconférence entre le Premier ministre Kishida et le président du Conseil présidentiel Mohammed EL-MENFI en marge de la TICAD 8 en août.

(3) Pays du Maghreb

Située au carrefour stratégique de l'Europe, du Moyen-Orient et de l'Afrique et forte du potentiel d'une main-d'œuvre jeune abondante, la région du Maghreb revêt une grande importance économique en Afrique. En revanche, depuis la pandémie de COVID-19 et la dégradation de la situation en Ukraine, l'Algérie, le Maroc et la Tunisie ont de plus en plus de difficultés à répondre aux défis que constituent la pauvreté croissante, les disparités régionales, les taux de chômage élevés et les effets de la hausse des prix des denrées alimentaires. Le trafic d'armes et les flux d'immigration illégale en provenance de la Libye et de la région du Sahel représentent par ailleurs une source d'inquiétude croissante en termes de sécurité.

En Tunisie, où les réformes politiques engagées par le président Kaïs SAÏED depuis juillet 2021 se poursuivent, un référendum sur la modification de la constitution a été organisé en juillet 2022, et la nouvelle constitution est entrée en vigueur au mois d'août. Une nouvelle loi électorale a été annoncée en septembre, et les élections législatives se sont déroulées pacifiquement en décembre 2022 et en janvier 2023.

Quant aux relations avec le Japon, la TICAD 8



Le ministre des Affaires étrangères Hayashi rend une visite de courtoisie au président tunisien SAÏED, en tant qu'envoyé spécial du Premier ministre (le 26 août à Tunis, Tunisie)



Le Premier ministre Kishida serre la main du Premier ministre marocain AKHANNOUCH (le 28 septembre à Tokyo. Photo : Bureau des affaires publiques du Cabinet)



Le vice-ministre des Affaires étrangères Yamada pose pour une photo commémorative après sa rencontre avec le ministre de l'Industrie ZAGHDAR (le 18 décembre à Alger, Algérie)

s'étant tenue à la capitale Tunis, le ministre des Affaires étrangères Hayashi, envoyé spécial du Premier ministre, s'est rendu en Tunisie en août. Après une visite de courtoisie au président Kaïs SAÏED, il s'est entretenu avec le ministre des Affaires étrangères Othman JERANDI. De son côté, le Premier ministre Kishida a également eu l'occasion de s'entretenir avec son homologue le président Kaïs SAÏED, par une téléconférence qui a été l'occasion de confirmer que les deux pays continueraient à travailler en étroite collaboration afin de renforcer leur coopération bilatérale.

En Algérie, confronté à des manifestations prolongées contre son gouvernement de longue date, le président Abdelaziz BOUTEFLIKA a démissionné en avril 2019, et l'ancien Premier

ministre Abdelmadjid TEBBOUNE a été investi président en décembre 2019, conformément aux résultats des élections présidentielles. Dans le cadre des réformes politiques visant à créer une « nouvelle Algérie », le président a révisé la constitution, organisé des élections législatives (pour la Chambre des députés), et nommé Aïmene BENABDERRAHMANE au poste de Premier ministre pour former un nouveau cabinet en juillet 2021.

L'année 2022 a marqué le 60^e anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre le Japon et l'Algérie (voir l'encadré consacré), et divers événements culturels ont été organisés dans le pays, malgré le contexte de la pandémie de COVID-19. En décembre, le vice-ministre des Affaires étrangères YAMADA Kenji s'est rendu en Algérie pour la première visite au niveau gouvernemental depuis environ quatre ans, l'occasion pour lui de s'entretenir avec le ministre de l'Industrie Ahmed ZAGHDAR, le ministre de l'Énergie et des Mines Mohamed ARKAB, ainsi que d'autres hauts responsables du gouvernement.

Au Maroc, le cabinet de coalition dirigé par le chef du Rassemblement national des indépendants (RNI) Aziz AKHANNOUCH et qui a été formé à la suite des élections législatives de septembre 2021 se concentre sur la santé,

l'éducation, la sécurité sociale, la réforme fiscale, ainsi que sur la mise en œuvre du « nouveau modèle de développement » prôné par le roi Mohammed VI. Parmi les défis les plus sérieux figurent la hausse des prix des denrées alimentaires et de l'énergie, déclenchée par l'agression de l'Ukraine par la Russie, et les pénuries d'eau, pour lesquelles des mesures spéciales ont été proposées en février.

Concernant les relations avec le Japon, le ministre des Affaires étrangères Hayashi a tenu une téléconférence avec son homologue marocain, Nasser BOURITA en septembre. Également au mois de septembre, le Premier ministre Kishida

a tenu une réunion au sommet avec le Premier ministre Aziz AKHANNOUCH, qui s'était rendu au Japon pour assister aux funérailles nationales de l'ancien Premier ministre ABE Shinzo. Ils ont confirmé leur volonté de renforcer plus encore la coopération entre leurs deux pays dans un large éventail de domaines. En décembre, c'est le vice-ministre des Affaires étrangères YAMADA Kenji qui s'est rendu au Maroc, où il a rencontré le ministre des Affaires étrangères Nasser BOURITA ainsi que le ministre délégué auprès du chef du gouvernement chargé de l'Investissement, de la Convergence et de l'Évaluation des politiques publiques, Mohcine JAZOULI.

ENCADRÉ

60^e anniversaire des relations diplomatiques entre le Japon et l'Algérie

En entendant « Algérie », nombreux certainement sont les japonais qui pensent aux paroles « C'est le bout du monde, c'est l'Algérie » de la chanson japonaise « Kasbah no Onna » (littéralement « La femme de Kasbah »). Mais l'Algérie, depuis sa lointaine région d'Afrique du Nord, c'est aussi le plus grand pays du continent africain en termes de superficie, et un pays aux paysages pittoresques, entre d'une part ruines romaines, bâtiments de l'époque coloniale française et architecture arabe et de l'autre des contrastes frappants entre le vaste désert du Sahara et la zone côtière méditerranéenne très urbanisée de l'autre.

Lors du mouvement de l'indépendance de l'Algérie, le Front de libération nationale (FLN), porte-drapeau du mouvement indépendantiste algérien, avait implanté son bureau d'Extrême-Orient à Tokyo. Les relations entre les deux pays remontent donc à avant l'indépendance de 1962. L'année 2022 marque non seulement le 60^e anniversaire de l'indépendance de l'Algérie, mais aussi le 60^e anniversaire des relations diplomatiques entre le Japon et l'Algérie.

Pour célébrer l'événement, la joueuse de koto MIYAZAKI Mieko a donné un concert commémoratif à Alger le 29 juin, en présence de représentants du gouvernement algérien, d'hommes d'affaires et de journalistes. Par ailleurs, le Japon était invité d'honneur du 14^e Festival international de la bande dessinée d'Alger (FIBDA), qui s'est tenu au début du mois d'octobre. À cette occasion, la joueuse de *shakuhachi*, Katsura CreaSion, et le joueur de *Tsugaru shamisen*, SAWADA Harugin (Sylvain DIONY), se sont produits en concert avec un orchestre algérien. De nombreuses personnes étaient présentes pour écouter les belles sonorités ainsi produites. Des professeurs d'université et des auteurs de mangas japonais étaient également invités au FIBDA pour interagir avec les fans de *manga* algériens à travers des conférences et des ateliers de *manga*. Dans cette continuité ont été signés en novembre deux contrats de don « KUSANONE » aux micro-projets locaux contribuant à la sécurité humaine et un contrat de don « KUSANONE » aux projets culturels, qui était destiné à soutenir la Fédération algérienne d'aïkido.

Durant les 60 années de relations diplomatiques qu'ils ont célébrées, les deux pays ont tissé des liens dans tous les domaines, de la politique à la culture, en passant par l'économie. L'objectif à venir est d'approfondir encore davantage ces relations. La page Facebook officielle de l'Ambassade du Japon en

Algérie (lien en note de bas de page) étant mise à jour régulièrement, n'hésitez pas à la consulter.



Performance de *koto* par MIYAZAKI Mieko
(le 29 juin, à Alger, Algérie)



Près de 1 300 *aikidoka* venus de toute l'Algérie ont assisté à la cérémonie de signature d'un contrat de don dans le cadre de l'accord KUSANONE, cérémonie qui a été l'occasion de démonstrations par des adeptes de l'*aikido*, du *kendo* et de l'*iaido*.

Note : Lien de la page Facebook de l'Ambassade du Japon en Algérie : <https://www.facebook.com/ambjpalger/>



1 Synthèse

Comptant environ 1,4 milliard d'habitants répartis dans 54 pays, le continent africain suscite l'intérêt de la communauté internationale en raison de son fort potentiel en tant que moteur de la croissance mondiale et de l'abondance de ses ressources naturelles. Cependant, l'Afrique reste confrontée à des défis de développement, tels que l'extrême pauvreté, et fait face à problématiques, telles que les conflits, l'instabilité politique, le terrorisme, la maladie au COVID-19 qui menacent la paix et la stabilité et entravent la croissance durable.

En 2022, le COVID-19 a continué d'affecter les économies et les sociétés africaines, mais on observe une nette amélioration. En effet, le nombre de nouvelles infections quotidiennes est passé d'un pic de plus de 280 000 en décembre 2021 à moins de 5 000 en décembre 2022, et la couverture vaccinale à l'échelle du continent est passée de 11 à 25 % sur la même période.

L'année 2022 a à nouveau été marquée par un contexte politique et sécuritaire instable dans plusieurs régions d'Afrique. Au Sahel, après le Mali en 2020 et la Guinée en 2021, deux coups d'État ont eu lieu au Burkina Faso en 2022. Dans la région des Grands Lacs, on constate une montée des tensions entre la République démocratique du Congo et le Rwanda. Dans la région de la Corne de l'Afrique, le conflit opposant le gouvernement éthiopien et le Front de libération du peuple du Tigré (FLPT) s'est poursuivi, mais a été interrompu par l'annonce en novembre d'un accord de paix, dont la pleine application est souhaitée et

attendue.

Par ailleurs, l'agression de l'Ukraine par la Russie, qui a débuté en février 2022, a également un impact considérable sur la situation politique et sociale en Afrique. L'Afrique était déjà confrontée à des pénuries alimentaires dues au changement climatique, au COVID-19, à des conflits, et d'autres facteurs encore, mais la situation en Ukraine a encore accentué la hausse des prix des denrées alimentaires et des carburants, créant ainsi une grave crise alimentaire pour quelque 350 millions de personnes.

Tout en gardant à l'esprit les défis auxquels le continent est confronté, la TICAD 8, qui s'est tenue en Tunisie au mois d'août, a abordé les moyens par lesquels le Japon, en tant que « partenaire de l'Afrique pour une croissance mutuelle », pouvait contribuer à la réalisation d'une Afrique résiliente, un objectif auquel l'Afrique elle-même aspire. La TICAD 8 a réuni les représentants de 48 pays africains, dont 20 chefs d'État et de gouvernement, ainsi que des représentants de l'Association d'Amitié des Parlementaires Japon-Union africaine (UA), d'organisations internationales, du secteur privé et de la société civile pour discuter du développement de l'Afrique autour des trois piliers que sont l'économie, la société, et la paix et la stabilité (voir le Dossier spécial à la page suivante). Le Japon a également déclaré que, dans le cadre de son approche spécifiquement japonaise axée sur le « capital humain », il injecterait un total de 30 milliards

USD en fonds publics et privés au cours des trois prochaines années, fléchés vers « les investissements dans le capital humain » et « une croissance de qualité ». Dans le cadre du premier pilier « économie », le Japon a annoncé qu'il déclinerait une série de mesures destinées aux économies et sociétés africaines, qui ont été gravement touchées par le COVID-19 et la situation en Ukraine, afin de contribuer à l'établissement d'une économie africaine résiliente. Ces mesures consistent à encourager les investissements privés, à garantir des mécanismes de financement du développement justes et transparents, à assurer la promotion d'une économie verte et à renforcer la sécurité alimentaire. En outre, il a également été convenu que le développement de l'Afrique ne devait pas être entravé par des mécanismes de financement du développement injustes et opaques.

Dans le cadre du deuxième pilier « société », le Japon, partant du principe que l'aménagement d'un cadre de vie de qualité est essentiel pour réaliser une croissance solide en Afrique, a annoncé qu'il concentrerait ses efforts sur la santé, l'éducation et l'environnement. Il

a également rappelé la nécessité pour la communauté internationale d'être solidaire des pays africains pour faire face aux défis communs, tels que la lutte contre les maladies infectieuses, dont le COVID-19, et le changement climatique.

Dans le cadre du troisième pilier « paix et la stabilité », le Japon a annoncé son intention de soutenir résolument les efforts déployés par l'Afrique pour promouvoir l'État de droit par le renforcement des institutions et de la gouvernance dans les secteurs judiciaire et administratif, ainsi que pour rétablir l'ordre constitutionnel et consolider la démocratie. Le Japon contribuera également au renforcement des infrastructures communautaires, notamment à travers des initiatives visant à améliorer les services administratifs.

Dans le cadre du suivi de la TICAD, le vice-ministre des Affaires étrangères YAMADA Kenji, a participé à la 8^e édition du Forum international de Dakar sur la Paix et la Sécurité en Afrique, qui s'est tenu en octobre à Dakar (Sénégal). En outre, le président sénégalais Macky SALL s'est rendu au Japon en décembre à l'occasion d'une visite officielle.

Dossier spécial

Huitième Conférence Internationale de Tokyo sur le Développement de l'Afrique (TICAD 8)

La 8^e Conférence Internationale de Tokyo sur le Développement de l'Afrique (TICAD 8)¹ s'est tenue sur deux jours à Tunis, la capitale de la Tunisie, les 27 et 28 août 2022. Le Premier ministre Kishida et le ministre des Affaires étrangères Hayashi, ainsi que les représentants de 48 pays africains, dont 20 chefs d'État et de gouvernement, ont participé à cette conférence. Le Premier ministre Kishida s'est exprimé lors de sessions en ligne ou sous forme de messages vidéo, tandis que le ministre des Affaires étrangères Hayashi a participé à toutes les sessions en



Le Premier ministre Kishida prononce son discours lors de la cérémonie d'ouverture de la TICAD 8 (le 27 août à Tunis, Tunisie)

personne en tant qu'envoyé spécial du Premier ministre.

Outre les séances plénières s'appuyant sur les trois piliers que sont l'économie, la société, et la paix et la stabilité, un Forum des affaires ainsi que la cérémonie de remise du 4^e Prix Hideyo Noguchi pour l'Afrique ont été organisés dans le cadre de la TICAD 8.

Le Forum des affaires a rassemblé environ 200 représentants d'entreprises japonaises et africaines, ainsi qu'environ 300 autres participants, dont des ministres de l'Économie africains, des représentants d'institutions financières et de développement et d'institutions publiques japonaises, qui ont discuté du renforcement des relations d'affaires entre le Japon et l'Afrique.



Photo de groupe de la cérémonie de remise du 4^e Prix Hideyo Noguchi pour l'Afrique (le 28 août à Tunis, Tunisie)

Lors de la cérémonie de remise du 4^e Prix Hideyo Noguchi pour l'Afrique, le Dr Salim S. ABDOOL KARIM et son épouse le Dr Quarraisha ABDOOL KARIM, tous deux originaires d'Afrique du Sud, ont été récompensés dans la catégorie Recherche médicale pour leur contribution à la lutte contre et au traitement des maladies infectieuses telles que le VIH/SIDA et le COVID-19. Dans la catégorie Services médicaux, le prix a été décerné au Programme d'Éradication du Ver de Guinée pour sa contribution à la quasi éradication de cette maladie parasitaire.

Lors de la TICAD 8, le Japon a annoncé qu'il investirait un total de 30 milliards USD provenant des secteurs public et privé au cours des trois prochaines années, qu'il promouvrait les investissements, notamment dans la croissance verte et l'aide aux start-up, et qu'il lancerait des initiatives pour financer le développement, la santé publique, le développement des ressources humaines, la stabilisation régionale, la réponse aux crises alimentaires et l'aide à la production agricole. Les pays africains ayant participé à cette conférence ont exprimé leur reconnaissance pour l'engagement continu du Japon en faveur du développement de l'Afrique.

La Déclaration de Tunis, adoptée à l'issue de la TICAD 8 par les chefs d'État et de gouvernement du Japon et de l'Afrique, convient d'une coopération future entre le Japon et l'Afrique dans un large éventail de domaines. Ce document exprime également la vive inquiétude des dirigeants quant à la situation en Ukraine et met l'accent sur l'importance de la coopération dans le cadre des principes du droit international, à commencer par la Charte des Nations unies, du respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de tous les États et de la recherche d'un règlement pacifique des différends dans le cadre du droit international.

Lors de la TICAD 8, le Premier ministre Kishida a tenu des réunions bilatérales avec des représentants de 10 pays et organisations internationales, dont les trois coprésidents : le Président tunisien Kaïs SAÏED, le Président sénégalais Macky SALL (également président de l'Union africaine (UA)) et le président de la Commission de l'Union africaine (CUA) Moussa Faki MAHAMAT. De son côté, le ministre des Affaires étrangères Hayashi a tenu des réunions bilatérales avec les représentants de 21 pays, dont huit chefs d'État et de gouvernement, afin de discuter des défis auxquels sont confrontés les pays africains et de la situation internationale complexe qui entoure l'Afrique. Face à l'agression de l'Ukraine par la Russie, qui ébranle les fondements de l'ordre international, le Japon a réaffirmé auprès des pays africains le besoin pour la communauté internationale de réagir d'une même voix, ainsi que son engagement ferme et sa volonté de fournir un soutien concret pour renforcer la sécurité alimentaire en Afrique. En ce qui concerne le financement du développement, les participants ont souligné l'importance d'un financement du développement transparent et équitable, ont fait part de leur prise de conscience sur ces questions et

ont confirmé qu'ils travailleraient ensemble à cette fin.

Les deux journées de discussion de la TICAD 8 ont donné lieu à des débats nourris et constructifs entre les acteurs japonais et africains dans une variété de domaines, leur permettant d'esquisser les orientations futures du développement de l'Afrique. La prochaine TICAD, la TICAD 9, aura lieu au Japon en 2025. L'élan donné par la TICAD 8 sera mis à profit pour promouvoir davantage la diplomatie future avec l'Afrique.



Le ministre des Affaires étrangères Hayashi préside la cérémonie de clôture (le 28 août à Tunis, Tunisie)

1 TICAD : Tokyo International Conference on African Development

2 Afrique de l'Est

(1) Ouganda

Sous l'égide du président Yoweri Kaguta MUSEVENI au pouvoir depuis de nombreuses années, l'Ouganda a bénéficié d'une politique intérieure stable et a maintenu sa croissance économique, contribuant ainsi à la stabilité régionale en tant que pays clé de l'Afrique de l'Est. L'Ouganda se montre particulièrement proactif dans l'accueil des réfugiés, notamment des réfugiés sud-soudanais qui séjournent dans le nord du pays. Les réunions des ministres des Affaires étrangères qui ont eu lieu à l'occasion de la réunion ministérielle de la TICAD en mars et au cours de la TICAD 8 en août ont été l'occasion de discuter de problématiques telles que la sécurité alimentaire en Afrique.

(2) Éthiopie

L'Éthiopie occupe une place importante sur la scène politique africaine, car c'est là que se trouve le siège de l'Union africaine (UA). Sur le plan économique, l'Éthiopie, deuxième pays le plus peuplé d'Afrique (110 millions d'habitants), a enregistré un taux de croissance

élevé d'environ 10 % entre 2004 et 2019 (6 % en 2020).

Un conflit armé entre le gouvernement fédéral et le Front de libération du peuple du Tigré (FLPT) s'était installé dans le nord de l'Éthiopie depuis octobre 2020, mais un accord de paix a été signé entre le gouvernement et le FLPT en novembre 2022, avec la médiation de l'UA et d'autres acteurs. Il est important qu'à l'avenir toutes les parties mettent en œuvre l'accord de bonne foi. Le Japon s'efforcera de faire appliquer l'accord de paix en coopération avec les pays partageant les mêmes valeurs, y compris à travers la voix de son ambassadeur envoyé spécial pour la Corne de l'Afrique.

(3) Érythrée

L'Érythrée est un pays situé sur la côte de la mer Rouge, une route maritime internationale qui relie l'océan Indien au canal de Suez et à l'Europe. Le pays est riche en ressources minérales, halieutiques et touristiques, mais il est isolé sur le plan international. L'Érythrée joue un rôle important dans la stabilité

régionale, y compris dans la situation que connaît le nord de l'Éthiopie. En janvier 2022, le Japon a ouvert l'Ambassade du Japon en Érythrée. Il a également œuvré en faveur de la coopération pour la paix et la stabilité dans la région lors de la réunion des ministres des Affaires étrangères Japon-Érythrée organisée à l'occasion de la TICAD 8 qui s'est tenue en août.

(4) Kenya

Le Kenya, pays avec lequel le Japon coopère également par l'intermédiaire de son ambassadeur envoyé spécial pour la Corne de l'Afrique, est un partenaire important pour la paix et la stabilité dans la région. En tant que force stabilisatrice en Afrique de l'Est, le Kenya joue un rôle central dans l'économie régionale contribuant à la résolution des conflits en Éthiopie, en Somalie et en République démocratique du Congo. À la suite de l'élection présidentielle, le nouveau président, William RUTO, a pris ses fonctions à la tête du pays au mois de septembre. MAKIHARA Hideki, membre de la Chambre des représentants du Japon, a participé à la cérémonie d'investiture du président élu en tant qu'envoyé spécial du Premier ministre.

En mars, à l'occasion d'une réunion bilatérale au sommet, le Japon a confirmé

qu'il travaillerait en étroite collaboration avec le Kenya sur la situation en Ukraine. Sur le plan économique et commercial, le Forum économique public-privé Japon-Afrique s'est tenu au Kenya en mai, avec la participation de la vice-ministre des Affaires étrangères SUZUKI Takako afin de renforcer les relations entre les deux pays. Des réunions des ministres des Affaires étrangères ont également été organisées à l'occasion de la TICAD 8 en août et de la réunion des ministres des Affaires étrangères du G7 au mois de novembre, au cours desquelles il a été question de sujets tels que la sécurité alimentaire en Afrique. Le Japon et le Kenya y sont convenus d'œuvrer au développement de leur relation bilatérale.

(5) Union des Comores

État maritime comme le Japon, l'Union des Comores est un partenaire qui soutient l'initiative pour un « Indopacifique libre et ouvert » (FOIP). L'Union des Comores assure la présidence tournante de l'UA depuis février 2023.

À l'occasion de la TICAD 8 en août, une réunion au sommet Japon-Comores a été organisée, et les deux pays ont réaffirmé l'importance de la transparence et de l'équité dans le financement du développement. En septembre, le président Azali ASSOUMANI et le ministre des Affaires étrangères Dhoihir DHOULKAMAL ont assisté aux funérailles nationales de l'ancien Premier ministre ABE Shinzo, et une réunion au sommet entre les deux pays a été organisée à l'occasion de cette visite.

(6) Djibouti

Situé à un carrefour stratégique pour la sécurité internationale, entre l'Europe et l'Asie, face à l'océan Indien, Djibouti est un



Rencontre entre la vice-ministre des Affaires étrangères SUZUKI Takako et la ministre des Affaires étrangères kenyane Raychelle OMAMO (le 3 mai, à Nairobi, Kenya)

partenaire important dans la réalisation d'un FOIP. Également situé sur une artère majeure du commerce mondial, Djibouti a l'ambition de devenir un hub logistique régional. En 2011, le Japon y a établi une base de sa Force d'autodéfense pour lutter contre la piraterie. En plus de collaborer pour renforcer l'infrastructure opérationnelle dans la région, et ainsi la protection et le transport des ressortissants japonais à l'étranger, le Japon approfondit son engagement dans la région par l'intermédiaire de son ambassadeur envoyé spécial pour la Corne de l'Afrique. A l'occasion de la TICAD 8 en août, une réunion au sommet a été organisée avec le Premier ministre Abdoukader KAMIL MOHAMED pour discuter de la stabilité régionale, et notamment de la lutte contre la piraterie.

(7) Soudan

Le Soudan est le deuxième plus vaste État d'Afrique subsaharienne et il possède d'abondantes ressources pétrolières et minérales. Il bénéficie également de riches ressources, en eau en provenance du Nil ainsi que des terres arables fertiles. Le pays dispose d'un potentiel de développement économique, mais depuis l'indépendance, un total de 40 années de guerre civile réparties sur plusieurs périodes a empêché un tel développement.

En août 2019, après la chute du gouvernement d'Omar EL-BECHIR en avril de la même année, un nouveau gouvernement de transition a été formé, et en octobre 2020 un accord de paix avec le Front révolutionnaire soudanais a été signé. Cependant, l'armée soudanaise a lancé une opération militaire le 25 octobre 2021 et s'est emparée du pouvoir. Le Japon travaille avec des pays affinitaires à trouver des solutions pour transférer rapidement le

pouvoir à un gouvernement civil.

(8) Seychelles

Situées dans l'océan Indien, sur une ligne de communication maritime (SLOCs) cruciale sur le plan sécuritaire et économique, les Seychelles sont un archipel, riche en ressources halieutiques et en potentiels touristiques, et, sont un partenaire important dans la réalisation d'un FOIP. Le président Wavel RAMKALAWAN a participé à la TICAD 8 en août, et a eu l'occasion de s'entretenir avec le ministre des Affaires étrangères Hayashi concernant notamment le renforcement de la sécurité alimentaire en Afrique. Le Japon prévoit d'y établir une nouvelle ambassade en 2023.

(9) Somalie

La Somalie a réalisé une transition pacifique du pouvoir en mai 2022 lorsque le président Hassan SHEIKH MOHAMUD a pris ses fonctions à la suite d'élections présidentielles. Le Japon soutient les efforts du président pour la consolidation de la paix et, face aux crises humanitaires que sont la sécheresse, les inondations, et la menace de l'insurrection de l'organisation Al-Shabaab. En août, le ministre des Affaires étrangères Hayashi et le Premier ministre Hamza ABDI BARRE se sont rencontrés en marge de la TICAD 8 et ont confirmé la poursuite dans le futur de la coopération entre leurs deux pays. En novembre, le gouvernement japonais a décidé d'accorder à la Somalie une aide non remboursable d'urgence de 14 millions USD par l'intermédiaire du Programme alimentaire mondial (PAM) de l'Organisation des Nations unies, pour le transport et la distribution de blé ukrainien en Somalie.

(10) Tanzanie

La Tanzanie est une importante plaque tournante des échanges commerciaux d'Afrique de l'Est, soutenue par une administration interne et une croissance économique stables. Les opportunités d'investissement devraient s'accroître encore davantage, sous la présidence de Samia SULUHU HASSAN, qui a pris ses fonctions en avril 2021.

Au cours des entretiens avec le Premier ministre Kassim MAJALIWA en marge de la TICAD 8 en août et au moment des funérailles nationales de l'ancien Premier ministre ABE Shinzo au mois de septembre, les deux pays ont pu confirmer leur coopération en vue de développer davantage leurs relations économiques.

(11) Burundi

Le Burundi est un pays enclavé d'Afrique centrale. Sous la présidence d'Évariste NDAYISIMIYE, qui a pris ses fonctions en mai 2020, le Burundi a développé une diplomatie pragmatique et globale qui met l'accent sur le bon voisinage et l'amitié avec les pays voisins, ainsi que sur la coopération économique avec les pays occidentaux. Le ministre des Affaires étrangères Hayashi a rencontré le président Évariste NDAYISIMIYE en marge de la TICAD 8 en août, et le ministre des Affaires étrangères Albert SHINGIRO à l'occasion des funérailles nationales de l'ancien Premier ministre ABE Shinzo en septembre, pour discuter de la paix et de la stabilité dans la région.

(12) Madagascar

Madagascar est un pays insulaire situé au large de la côte sud-est de l'Afrique, qui est important pour le Japon. En effet, en plus d'être un fournisseur de ressources minérales,

des entreprises japonaises y gèrent des projets de production intégrée de lingots de nickel et de cobalt.

En août, le ministre des Affaires étrangères Hayashi et le président Andry RAJOELINA, qui a participé à la TICAD 8, se sont rencontrés pour discuter du renforcement de la sécurité alimentaire et de sa fragilité économique en Afrique.

(13) Soudan du Sud

Le Soudan du Sud était continuellement en proie à des troubles depuis les affrontements de décembre 2013, mais un accord revitalisé sur la résolution du conflit a été signé en septembre 2018.

Le Japon soutient les efforts du Soudan du Sud pour la paix et la stabilité, notamment par le biais de projets tels que le pont Freedom Bridge à Juba sur le Nil qui a été achevé en mai 2022. En août, le Premier ministre Kishida a rencontré en marge de la TICAD 8 le vice-président du Soudan du Sud Hussein ABDELBAGI, et a exprimé le soutien continu du Japon à la construction de la nation.

(14) Maurice

Maurice est tout comme le Japon un État maritime avec une vaste zone économique exclusive (ZEE), et un partenaire dans la réalisation d'un FOIP. Les relations entre le Japon et l'île Maurice se sont resserrées grâce à la coopération dans la lutte contre la marée noire provoquée par le naufrage du vraquier MV Wakashio en 2020. Lors d'une réunion de leurs ministres des Affaires étrangères à l'occasion de la TICAD 8 en août, les deux pays ont confirmé leur intention de développer leurs relations économiques, notamment par le lancement d'une Commission bilatérale pour

l'amélioration de l'environnement des affaires.

(15) Rwanda

Sous la présidence de Paul KAGAME, le Rwanda poursuit ses efforts de développement économique et de réconciliation nationale. Ces dernières années, le pays connaît un développement rapide, en particulier dans le domaine des technologies de l'information et de la communication, et on observe à la fois une croissance du nombre d'entreprises et de start-up japonaises, arrivant sur le marché et, l'avancement de projets de coopération dans le secteur spatial.

Portant les intérêts économiques du Japon, la vice-ministre des Affaires étrangères SUZUKI

Takako s'est rendue au Rwanda en mai et y a rencontré le ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale Vincent BIRUTA. Plus tard en novembre les dirigeants des deux pays se sont entretenus en marge du sommet du G20 et ils ont confirmé leur intention d'approfondir leurs relations bilatérales.



Réunion au sommet Japon - Rwanda (le 14 novembre à Bali, Indonésie.
Photo: Bureau des affaires publiques du Cabinet)

3 Afrique australe

(1) Angola

Avec l'implantation progressive du processus démocratique et la présence d'une base politique stable, l'Angola joue un rôle important dans la stabilité régionale. Figurant parmi les principaux producteurs de pétrole d'Afrique, riche en diamants et autres ressources minérales, l'Angola recèle également un fort potentiel dans les secteurs de la pêche et de l'agriculture. Le Président João Manuel GONÇALVES LOURENÇO œuvre activement à l'amélioration de l'environnement des affaires dans le but de diversifier et de stabiliser l'économie du pays. Lors de sa réélection en septembre, SAKURADA Yoshitaka, membre de la Chambre des représentants du Japon, a assisté à la cérémonie d'investiture en qualité d'envoyé spécial du Premier ministre. Lors de la réunion des ministres des Affaires étrangères

du Japon et de l'Angola qui s'est tenue à l'occasion de la réunion ministérielle de la TICAD de mars, les discussions ont porté sur l'augmentation des prix des produits alimentaires suite à la situation en Ukraine, ainsi que sur les répercussions sur les chaînes d'approvisionnement.

(2) Eswatini

L'Eswatini, royaume dirigé par le roi Mswati III, est la dernière monarchie absolue d'Afrique. Le pays a changé de dénomination en 2018, le Royaume du Swaziland devenant le Royaume d'Eswatini. C'est le seul pays d'Afrique à entretenir des relations diplomatiques avec Taïwan.

Le Japon et l'Eswatini entretiennent des échanges politiques de haut niveau dynamiques, avec notamment la rencontre entre le ministre



Visite de courtoisie du ministre des Affaires étrangères Hayashi à Son Altesse Mswati III d'Eswatini (le 27 août à Tunis, Tunisie)

des Affaires étrangères Hayashi et le roi Mswati III à l'occasion de la TICAD 8 en août et la présence du Vice-Premier ministre Themba MASUKU aux funérailles nationales de l'ancien Premier ministre ABE Shinzo en septembre.

(3) Zambie

La Zambie, qui dispose d'abondantes ressources minérales, a cherché ces dernières années à diversifier son économie pour s'affranchir d'un modèle monoproduit dépendant du secteur minier. En novembre 2020, la Zambie a été le premier pays africain à se retrouver en défaut de paiement depuis la pandémie de COVID-19, le pays n'ayant pas réussi à rembourser les intérêts sur ses obligations libellées en euros. En 2021, sous la direction du Président Hakainde HICHILEMA arrivé au pouvoir après un changement démocratique de gouvernement, le pays a fait de la reconstruction économique sa priorité absolue et œuvre à la restructuration de la dette via la coopération internationale, avec l'aide du Japon et des pays partageant les mêmes positions. En août 2022, le conseil d'administration du Fonds monétaire international (FMI) a approuvé un plan de soutien. Le même mois, le ministre des Affaires étrangères Hayashi a rencontré le ministre des Finances et de la Planification nationale

Situmbeko MUSOKOTWANE, qui participait à la TICAD 8, pour débattre avec lui de la viabilité de la dette zambienne.

(4) Zimbabwe

Le Zimbabwe est un pays enclavé où des royaumes prospères se sont succédés entre les XI^e et XV^e siècles, laissant derrière eux un vaste ensemble de structures en pierre, les ruines du Grand Zimbabwe. Le Japon et le Zimbabwe entretiennent des relations diplomatiques depuis l'indépendance de ce dernier en 1980. Le pays est confronté à des difficultés économiques du fait des sanctions imposées par les pays occidentaux, comme le gel des avoirs et l'interdiction de voyager ciblant certaines personnes et entités juridiques. Lors des funérailles nationales de l'ancien Premier ministre ABE Shinzo en septembre, le vice-président de l'Union nationale africaine du Zimbabwe - Front patriotique (ZANU-PF) (parti au pouvoir) Kembo MOHADI, a rendu une visite de courtoisie au Premier ministre Kishida.

(5) Namibie

Disposant d'abondantes ressources halieutiques et minérales, la Namibie devrait voir un accroissement du commerce et des investissements dans les secteurs de l'exploitation des ressources et de l'énergie de par son statut de centre logistique sur la façade atlantique de l'Afrique australe. Bien que le pays soit confronté à des défis tels que la pauvreté et les inégalités, un taux de chômage élevé, la lutte contre la corruption et le manque d'infrastructures sociales, il jouit d'une situation politique stable depuis son indépendance en 1990 et participe activement à la coopération régionale en Afrique australe.

(6) Botswana

Le Botswana est un pays de bonne gouvernance, qui jouit d'une stabilité politique depuis son indépendance et regorge de ressources minérales comme le diamant. Premier pays d'Afrique à adopter le système japonais de diffusion numérique terrestre à services intégrés (système ISDB-T) en 2013, le Botswana est aussi le premier à réaliser en 2022 la transition complète vers la diffusion numérique terrestre parmi les pays ayant adopté le standard japonais. Ces dernières années, le pays s'est concentré sur la diversification industrielle et la réduction de la pauvreté dans le but de sortir d'une économie trop dépendante du diamant.

(7) Malawi

Le Malawi a maintenu depuis son indépendance en 1964 une situation politique interne relativement stable. Sous l'actuelle présidence de Lazarus CHAKWERA, le pays s'efforce d'entretenir de bonnes relations avec ses voisins. Les défis que le Malawi se doit de relever sont l'assainissement des finances publiques, l'amélioration de la productivité agricole et une structure économique dépendante de la production agricole primaire.

(8) Afrique du Sud

Puissance économique de l'Afrique, l'Afrique du Sud continue de susciter l'intérêt des entreprises japonaises et étrangères en tant que centre de développement d'affaires. Seul pays africain membre du G20, elle a également une forte présence sur la scène internationale. À l'avenir, on devrait observer un approfondissement des coopérations en matière de ressources énergétiques et minérales. En plus de la réunion au sommet avec l'Afrique du Sud organisée lors du sommet

du G7 en juin, le Japon a multiplié les échanges sur les échanges bilatéraux et les thématiques régionales lors de la réunion des ministres des Affaires étrangères du G20 en juillet ou dans le cadre du Forum de Partenariat Japon - Afrique du Sud qui s'est tenu en octobre à Tokyo pour la première fois en neuf ans. Des échanges politiques de haut niveau ont également eu lieu en 2022, notamment avec la ministre du Tourisme Lindiwe SISULU à l'occasion des funérailles nationales de l'ancien Premier ministre ABE Shinzo en septembre.

(9) Mozambique

Porte d'accès au sud-est du continent, le Mozambique est un point stratégique pour considérer le FOIP depuis son bord occidental. Sous la présidence de Filipe NYUSI, la stabilité politique a été assurée et le développement par le biais de capitaux étrangers progresse avec en toile de fond d'abondantes ressources naturelles telles que le charbon et le gaz naturel. Des entreprises japonaises participent également à un projet de développement de gaz naturel liquéfié (GNL) dans le nord du pays, bien que ce dernier soit actuellement suspendu en raison d'une détérioration de la situation sécuritaire à la suite d'attaques de groupes armés dans les régions alentours. Le Japon coopère avec des pays partageant les mêmes positions en vue de permettre la reprise du projet. Depuis 2023, le Mozambique siège avec le Japon comme membre non permanent du Conseil de sécurité des Nations unies.

Compte tenu de l'importance de la sécurité énergétique du pays, le Japon a fourni une assistance humanitaire comprenant une aide alimentaire aux personnes déplacées ainsi qu'une aide au développement pour permettre l'autonomisation économique des

populations locales. En juin, le vice-ministre des Affaires étrangères ODAWARA Kiyoshi a rencontré la ministre des Affaires étrangères et de la Coopération Verónica MACAMO à New York lors de son déplacement dans cette ville.

(10) Lesotho

Pays enclavé composé essentiellement de hauts plateaux montagneux, le Lesotho dispose d'élevages de truites arc-en-ciel sur le lac du barrage de Katse, construit en utilisant les ressources naturelles, et celles-ci constituent un produit d'exportation essentiel vers le Japon. Les élections législatives d'octobre se

sont déroulées sans heurts et dans le calme avec la nomination du nouveau Premier ministre Sam MATEKANE.

Outre la réunion des ministres des Affaires étrangères du Japon et du Lesotho organisée en août par le Japon durant la TICAD 8, le Premier ministre Kishida et le Premier ministre Moeketsi MAJORO, présent aux funérailles nationales de l'ancien Premier ministre ABE Shinzo en septembre, ont tenu une réunion au sommet pour discuter du développement continue des relations bilatérales à travers la promotion des investissements japonais.

4 Afrique centrale

(1) Gabon

Le Gabon ne connaît aucune guerre civile ni aucun conflit, le pays bénéficiant d'une situation politique stable. Le Président Ali BONGO ONDIMBA s'efforce d'affranchir l'économie gabonaise de sa dépendance au pétrole en diversifiant cette dernière avec par exemple le renforcement du secteur de la transformation du bois.

En mai, le vice-ministre des Affaires étrangères Odawara a rencontré le ministre des Affaires étrangères Michael Moussa ADAMO à New York. En août, le ministre des Affaires étrangères Hayashi s'est entretenu avec son homologue gabonais lors de la TICAD 8 et en septembre, la Première ministre Ossouka RAPONDA s'est rendue au Japon pour assister aux funérailles nationales de l'ancien Premier ministre ABE Shinzo ainsi qu'à une réunion au sommet avec le Premier ministre Kishida. Le Japon déploie une coopération focalisée sur les secteurs de la santé et la protection de l'environnement.

(2) Cameroun

Sous la conduite du gouvernement pérenne du Président Paul BIYA, le Cameroun travaille au règlement de la crise anglophone, plombée par la poursuite des affrontements entre mouvements séparatistes et forces de sécurité, et du problème des groupes extrémistes islamiques qui opèrent dans la région de l'Extrême-Nord. En février, le Japon a procédé avec le Cameroun à un échange de notes diplomatiques relatives au « Projet d'amélioration des infrastructures pour la stabilisation de la région du bassin du Lac Tchad (en collaboration avec le PNUD) » dans le cadre d'un programme d'aide non remboursable et, en juillet, à un échange de notes diplomatiques relatives à une aide alimentaire par l'intermédiaire du Programme alimentaire mondial (PAM). En août, le ministre des Relations extérieures Lejeune MBELLA a participé à la TICAD 8, où il s'est entretenu avec le ministre des Affaires étrangères Hayashi.

(3) République démocratique du Congo

En cette quatrième année du mandat du Président Félix Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO, la République démocratique du Congo (RDC) coopère avec le Fonds monétaire international (FMI) pour poursuivre ses réformes fiscales et lutter contre la corruption. Le pays attache une grande importance à son intégration régionale en assurant notamment la présidence de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) en 2022 ou en adhérant à la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE).

Dans l'est du pays, une des plus régions du monde les plus riches en ressources naturelles, les groupes armés restent actifs et un processus de médiation international comme régional est en cours avec le soutien des Casques bleus.

En août s'est tenue, une réunion au sommet entre le Premier ministre Kishida et le Premier ministre Jean-Michel SAMA LUKONDE, l'occasion pour les deux pays de confirmer leur volonté de favoriser les actions en faveur d'une stabilisation de la partie orientale du pays à travers la création d'une architecture de consolidation de la paix et l'aide à la formation au maintien de la paix, de même que de promouvoir la coopération en matière de changement climatique et de ressources minérales. C'est sur cette base que le Japon a procédé en novembre à un échange de notes diplomatiques relatives à une aide financière non remboursable portant sur un « projet de développement socio-économique (équipements de lutte contre le changement climatique) » ainsi qu'un autre portant sur un « projet de renforcement d'une présence policière de proximité (en collaboration avec l'OIM) » afin de soutenir les efforts de la RDC.

(4) République du Congo

Sous le troisième mandat du Président Denis SASSOU NGUESSO, le pays poursuit un programme centré sur la réforme administrative, l'amélioration de la gouvernance économique et financière, l'implantation d'infrastructures sociales et de santé. Il a également fait de la « diversification des partenaires » un choix diplomatique et renforcé ces dernières années sa présence en tant qu'élément de stabilisation en Afrique centrale.

Le ministre des Affaires étrangères, de la Francophonie et des Congolais de l'étranger Jean-Claude GAKOSSO a participé à la TICAD 8, où il a rencontré le ministre des Affaires étrangères Hayashi. Le Japon soutient le développement du pays par la mise en place d'infrastructures économiques et d'une aide alimentaire par l'intermédiaire du PAM.

(5) Sao Tomé et Príncipe

À Sao Tomé-et-Príncipe, les élections législatives qui se sont tenues en septembre ont vu la victoire de l'opposition, débouchant en novembre sur la formation du quatrième gouvernement de Patrice TROVOADA, le premier changement de gouvernement en quatre ans.

Ces dernières années, le Japon a fourni presque chaque année à Sao Tomé-et-Príncipe une aide alimentaire et, en août 2022, a procédé à un échange de notes diplomatiques relatives à une aide financière non remboursable portant sur une aide alimentaire. Les fonds de contrepartie de cette aide sont affectés au développement socio-économique du pays, y compris pour aider à l'organisation des élections législatives susmentionnées. Bien qu'il y ait peu d'échanges diplomatiques et commerciaux

entre les deux pays, l'aide alimentaire et le soutien du Japon au secteur de la pêche sont largement reconnus et appréciés, entretenant ainsi un sentiment favorable vis-à-vis du Japon.

(6) Guinée équatoriale

Dirigé depuis de nombreuses années du Président Teodoro Obiang NGUEMA MBASOGO, la Guinée équatoriale connaît un développement économique basé sur ses importantes ressources pétrolières. Des élections présidentielles ont eu lieu le 20 novembre, qui ont vu la réélection du Président Teodoro Obiang NGUEMA MBASOGO.

En 2022, le Japon s'est associé au Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) pour aider à la remise en état d'une installation de traitement des déchets endommagée lors de la série d'explosions survenues à Bata en mars 2021.

(7) Tchad

Au Tchad, le président du Conseil Militaire de Transition Mahamat Idriss DÉBY ITNO a pris en octobre les fonctions de président de

transition et décidé de prolonger de deux ans maximum la période de transition vers des élections. En juillet, le Japon a procédé à un échange de notes diplomatiques relatives à une aide alimentaire par l'intermédiaire du PAM afin d'améliorer la sécurité alimentaire dans le pays et contribuer à la résolution de ses enjeux liés au développement.

(8) République centrafricaine

La République centrafricaine poursuit ses efforts de démocratisation et le Président Faustin-Archange TOUADÉRA a organisé en mars 2022 un dialogue avec des représentants officiels et des membres de la société civile. Afin de maintenir la sécurisation des populations, le mandat de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA) a été prorogé jusqu'à novembre 2023. En juillet, un échange de notes diplomatiques relatives à une aide alimentaire par l'intermédiaire du PAM a eu lieu, alors que de nombreuses personnes dépendent de l'aide humanitaire en raison des conflits qui perdurent.

5 Afrique de l'Ouest

(1) Ghana

Le gouvernement du Président AKUFO-ADDU, mis en place en 2017 et reconduit pour un second mandat en 2021, a lancé une initiative baptisée « Ghana Beyond Aid (Ghana sans aides) » et se concentre sur le développement des investissements et la diversification industrielle, ainsi que sur la reconstruction de l'économie nationale, y compris la situation de la dette.

Le Noguchi Memorial Institute for Medical Research (l'Institut Noguchi pour la recherche médicale), symbole de l'amitié et de la coopération entre les deux pays que le Japon soutient depuis de nombreuses années à travers son APD, a joué un rôle central comme centre de lutte contre le COVID-19 dans le pays. D'autres projets concrets en matière de santé sont en cours de développement, le Japon ayant signé en mai un échange de

notes diplomatiques relatives à une aide financière non remboursable portant sur le « projet d'amélioration du système de santé dans la région du Nord ». En 2022, trois rencontres avec le ministre des Affaires étrangères ghanéen ont été organisées : la première lors de la réunion ministérielle de la TICAD en mars, la deuxième à l'occasion de la TICAD 8 en août et la troisième lors de la réunion des ministres des Affaires étrangères du G7 en novembre.

(2) Cap-Vert

La démocratie capverdienne est bien implantée et le pays s'enorgueillit d'une grande stabilité politique au sein des autres nations africaines. Le Japon a coopéré au développement économique du Cap-Vert à travers son APD, procédant notamment en juillet à un échange de notes diplomatiques relatives à une aide alimentaire. En août, le ministre des Affaires étrangères Hayashi a rencontré le Premier ministre Ulisses CORREIA e SILVA lors de sa participation à la TICAD 8.

(3) Gambie

Depuis la prise de fonction du Président Adama BARROW en 2017, la Gambie poursuit des réformes fondées sur des valeurs et des principes fondamentaux tels que la démocratie et l'État de droit. Les élections présidentielles de 2021 et celles législatives de 2022 se sont déroulées pacifiquement. Le pays est néanmoins confronté à des défis sociaux tels que la fragilité d'un système économique dépendant de l'agriculture ou une extrême pauvreté. Le ministre des Affaires étrangères Mamadou TANGARA a rencontré en septembre le vice-ministre des Affaires étrangères YAMADA Kenji à lors des funérailles

nationales de l'ancien Premier ministre ABE Shinzo.

(4) Guinée

En Guinée, un gouvernement de transition (dirigé par le président de transition Mamadi DOUMBOUYA) a été mis en place à la suite de la prise de pouvoir en septembre 2021 par des éléments de l'armée nationale guinéenne et une transition vers un pouvoir civil élu est en cours dont l'échéance est prévue pour la fin 2024.

La Guinée dispose d'abondantes ressources en eau et de terres fertiles, d'un fort potentiel de développement sur le plan agricole et halieutique, ainsi que d'importantes ressources minérales comme la bauxite et le fer. Le Japon entretient depuis de nombreuses années des relations amicales avec la Guinée.

(5) Guinée-Bissau

La Guinée-Bissau entend éradiquer la pauvreté et retrouver sa stabilité politique en mettant à profit ses richesses halieutiques et minérales. En septembre, le Japon a procédé à un échange de notes diplomatiques relatives à une aide alimentaire en collaboration avec le PAM. De même, il a procédé en novembre à un autre échange de notes diplomatiques relatives un programme d'aide non remboursable portant sur un « projet pour la promotion de la transparence et de la responsabilité dans l'exercice du pouvoir pour la prévention de la corruption et la consolidation de la paix (en collaboration avec le PNUD) ».

(6) Côte d'Ivoire

En Côte d'Ivoire, le Japon a procédé un échange de notes diplomatiques relatives à deux programmes de prêts en yen (portant

respectivement sur un « projet de renforcement du réseau électrique de Taabo-Kossou-Bouake » et sur une « aide d'urgence pour répondre à la pandémie de COVID-19 ») afin de favoriser des initiatives telles que la réforme structurelle de l'économie et la solidarité nationale dans le cadre du Plan National de Développement du Président Alassane OUATTARA. Lors d'un déjeuner de travail avec le Premier ministre Patrick ACHI lors de la TICAD 8 en août, le ministre des Affaires étrangères Hayashi a déclaré qu'il souhaitait aider au développement du nord du pays, région essentielle à la stabilité de la Côte d'Ivoire et de ses voisins. En septembre, le Japon a procédé à un échange de notes diplomatiques relatives à une aide financière non remboursable portant sur un « projet de développement socio-économique » afin d'améliorer la productivité agricole dans cette même région, puis en décembre à un échange de notes diplomatiques relatives à un prêt en yen portant sur l'établissement d'une base agricole résiliente à l'échelle du pays. Les relations entre les deux pays se sont approfondies notamment grâce au développement des investissements et aux efforts en faveur de la revitalisation territoriale.



Déjeuner de travail entre le ministre des Affaires étrangères Hayashi et le Premier ministre ivoirien Patrick ACHI (le 27 août à Tunis, Tunisie)

(7) Sierra Leone

En Sierra Leone, le gouvernement du Président Julius MAADA BIO, arrivé au pouvoir en avril 2018 à la suite d'élections, concentre ses efforts à l'établissement d'une démocratie stable, pacifique, ouverte et pluraliste, en poursuivant ses efforts dans les domaines prioritaires comme la création d'emplois ou une éducation de qualité.

Le Japon fournit à la Sierra Leone une coopération pour le développement dans les domaines de la santé, de la formation professionnelle, de l'agriculture ou encore de l'aménagement d'infrastructures de base. En décembre, le Japon a procédé à un échange de notes relatives à un programme d'aide non remboursable portant sur un « projet d'extension du réseau de distribution d'électricité le long de la péninsule de Freetown ». En août, le ministre des Affaires étrangères David J. FRANCIS a participé à la TICAD 8, durant laquelle il a rencontré le ministre des Affaires étrangères Hayashi.

(8) Sénégal

En assurant la présidence de l'Union africaine (UA) en 2022, le Sénégal a joué un rôle de premier plan dans les réponses de l'Afrique aux enjeux globaux. En tant que force stabilisatrice en Afrique de l'Ouest, le Sénégal a également œuvré en faveur de la paix et de la stabilité dans la région.

À la TICAD 8 qui s'est tenue en août, le ministre des Affaires étrangères Hayashi (envoyé spécial du Premier ministre) a coprésidé cette rencontre aux côtés du Président sénégalais Macky SALL et du Président tunisien Kaïs SAÏED. Lors de la 8^e édition du Forum International de Dakar sur la Paix et la Sécurité en Afrique en octobre à laquelle il participait, le vice-ministre des



Rencontre au sommet Japon - Sénégal (le 19 décembre à Tokyo.
Photo: Bureau des affaires publiques du Cabinet)

Affaires étrangères YAMADA Kenji a présenté les initiatives du Japon pour soutenir la paix et la stabilité en Afrique et appelé à un renforcement de la coopération internationale pour permettre à l'Afrique de résister aux chocs exogènes tels que le COVID-19 ou la crise alimentaire induite par l'agression russe de l'Ukraine.

En décembre, le Président Macky SALL s'est rendu en déplacement officiel au Japon pour une visite de travail, au cours de laquelle il a tenu sa troisième réunion au sommet avec le Premier ministre Kishida. Les deux parties ont publié un Communiqué conjoint entre le Japon et la République du Sénégal, dans lequel les deux pays confirment le renforcement de leur coopération au niveau bilatéral et internationale en tant que partenaires stratégiquement importants.

(9) Togo

En août, le Japon a procédé à un échange de notes diplomatiques relatives à une aide alimentaire à destination du Togo afin d'améliorer la sécurité alimentaire dans le pays et résoudre ses problèmes de développement. Une rencontre au sommet a été organisée en septembre, lors de la présence au Japon du Président Faure GNASSINGBÉ aux funérailles nationales de l'ancien Premier ministre

ABE Shinzo. Les deux parties ont exprimé leurs attentes quant au renforcement des relations bilatérales, débattu de la situation internationale et sont convenus d'approfondir les relations entre les deux pays par le biais du suivi de la TICAD 8.

(10) Nigéria

Le Président Muhammadu BUHARI, qui a célébré en mai sa septième année à la tête du pays, a relevé des défis dans de nombreux domaines comme les questions sécuritaires, l'organisation de la justice, les infrastructures, l'économie et l'industrie. Sur le plan sécuritaire, quelques 80 000 terroristes et leurs proches se seraient rendus avant octobre, le gouvernement nigérian s'efforçant également d'aider à la réintégration sociale des anciens terroristes. La lutte contre la piraterie et les vols à main armée sur la côte nigériane du golfe de Guinée est également un des enjeux du gouvernement. En juin, le Japon a procédé à un échange de notes diplomatiques relatives à une aide financière non remboursable destinée notamment à renforcer la sécurité maritime.

Le Nigeria, qui possède une des plus grandes réserves de gaz naturel de l'Afrique subsaharienne, travaille au développement de cette énergie considérée comme essentielle pour la transition énergétique et atteindre la neutralité carbone.

(11) Niger

Le Niger collabore étroitement avec la communauté internationale pour lutter contre le terrorisme et relever les défis du développement, tout en faisant face à une menace terroriste croissante, en particulier dans les zones frontalières avec le Mali et le Burkina Faso.

Le ministre d'État et ministre des Affaires

étrangères et de la Coopération Hassoumi MASSOUDOU a participé en août à la TICAD 8. Lors de la réunion des ministres des Affaires étrangères qui s'est tenue à cette occasion, le ministre des Affaires étrangères Hayashi a annoncé que le Japon maintiendrait sa contribution au renforcement de la sécurité alimentaire en Afrique, puis a procédé en septembre à un échange de notes diplomatiques relatives à une aide alimentaire. En outre, la coopération ne cesse de se renforcer, avec en novembre d'un échange de notes diplomatiques relatives à une aide financière non remboursable destinée à améliorer l'accès à l'enseignement secondaire et l'environnement d'apprentissage, ainsi que pour promouvoir et soutenir la scolarisation des filles.

(12) Burkina Faso

Au Burkina Faso, la situation sécuritaire n'est pas rétablie avec de fréquentes attaques terroristes, en particulier dans le nord du pays près de frontière avec le Mali et le Niger, entraînant de nombreuses victimes et déplacés internes. Face à une situation humanitaire fortement dégradée, le mécontentement s'est accru à l'intérieur du pays, conduisant à la prise du pouvoir par des membres des Forces armées du Burkina Faso en janvier et septembre 2022.

Le Japon a contribué à l'amélioration de la qualité de l'enseignement au Burkina Faso par le biais d'un programme d'aide non remboursable relative à un projet de construction d'infrastructures éducatives d'enseignement général et de formation technique et professionnelle dans les régions du Centre et du Centre-Ouest du Burkina Faso (en collaboration avec l'UNICEF). En outre, le Japon collabore avec le PAM pour fournir une aide alimentaire et améliorer la

sécurité alimentaire dans le pays.

(13) Bénin

En septembre, le Japon et l'UNICEF ont signé un accord d'aide non remboursable dans le cadre du « Projet d'appui au système numérique de la santé pour la lutte contre les maladies infectieuses en Afrique », et décidé de soutenir le renforcement et la rationalisation des établissements de santé au Bénin et dans six États africains. Le ministre des Affaires étrangères Aurélien AGBÉNONCI a participé à la TICAD 8 qui s'est tenue en Tunisie en août, et le ministre de l'Économie et des Finances Romuald WADAGNI était présent aux funérailles nationales de l'ancien Premier ministre ABE Shinzo en septembre.

(14) Mali

À la suite de la prise de pouvoir par des membres des Forces armées maliennes en août 2020 et en mai 2021, un gouvernement de transition (président de transition Assimi GOÏTA) a été constitué avec une transition démocratique qui sera menée jusqu'à la fin mars 2024. La situation sécuritaire connaît une sévère détérioration avec une recrudescence des attentats et des attaques terroristes, en particulier dans le nord et l'est du pays. Assurer la paix et la stabilité au Mali, qui est un fondement de la paix et de la stabilité dans l'ensemble du Sahel, est une question urgente qui concerne aussi la communauté internationale.

À travers le PNUD, le Japon a décidé de fournir les équipements nécessaires à l'organisation d'élections transparentes, fiables et conformes aux standards internationaux, apportant son soutien à la transition démocratique au Mali. En octobre, le vice-ministre des Affaires étrangères YAMADA Kenji

a rencontré le ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale Abdoulaye DIOP, à qui il a fait part du soutien du Japon en faveur de la transition démocratique ainsi que de sa coopération continue dans la résolution des problèmes de développement socio-économique que connaît le Mali. En novembre, le Japon a procédé à un échange de notes diplomatiques relatives à une aide alimentaire ainsi qu'une aide non remboursable portant sur un « programme de développement socio-économique ».

(15) Libéria

Au Libéria, qui a connu un drame humanitaire après la guerre civile qui a éclaté en 1989 et l'épidémie d'Ebola venue depuis pays voisins en 2014, le Président George Tawlon Manneth Oppong Ousman WEAH concentre ses efforts sur la réduction de la pauvreté. Les infrastructures, l'éducation et la santé font également partie de ses priorités et le Japon a soutenu le développement et la remise en état de la route principale de la capitale Monrovia en 2016. Rebaptisée « Japan Freeway » en 2019, cette route illustre l'amitié entre le Japon et le Libéria. En juillet 2022, le Japon a procédé à un échange de notes diplomatiques relatives à une aide financière non remboursable portant sur une aide alimentaire. En août, le ministre des Affaires étrangères Dee-Maxwell Saah KEMAYAH a participé à la TICAD 8, au cours de laquelle s'est tenue une réunion des ministres des Affaires du Japon et du Libéria.

(16) Mauritanie

La Mauritanie est un État sahélien qui connaît une situation sécuritaire de plus en plus instable. Bien qu'il n'ait connu aucune attaque terroriste depuis 2011 et que la gestion politique du pays reste relativement stable, le pays est confronté depuis 2021 à une grave crise alimentaire en raison de mauvaises conditions météorologiques et de la situation internationale. Le Japon fournit à ce pays différentes aides, notamment alimentaires. Il approfondit également ses liens de coopération avec la Mauritanie, en fournissant notamment un programme d'aide non remboursable ainsi qu'une coopération technique dans le secteur de la pêche avec, par exemple, le développement d'un centre de formation aux métiers de la pêche.



LIVRE BLEU
DIPLOMATIQUE
2023

<https://www.mofa.go.jp/mofaj/gaiko/bluebook/>